

**Profiel :**

U heeft een universitair diploma of een diploma/getuigschrift dat voldoet aan de voorwaarden die in de infobrochure vermeld staan die u bij de personeelsdienst kan opvragen (zie verder). U heeft minstens zes jaar leidinggevende ervaring (openbaar bestuur of privé-onderneming) en/of ervaring in een adviserende functie op hoog niveau voor een openbaar bestuur.

U beschikt ontegensprekelijk over een hoge dosis managementsvaardigheden en uw juridisch-administratieve inzichten gebruikt u om creatief oplossingen te zoeken voor de diverse problemen waarmee de stad geconfronteerd wordt. U heeft strategisch inzicht en een duidelijke visie op de problematiek van de centrumsteden. Uw inzicht in de verhoudingen tussen de politieke beleidsvoering en de taken van de administratie maken dat u op een diplomatische manier het beleid kan realiseren. U heeft een open geest, bent innovatief en communicatievaardig, zowel mondeling als schriftelijk. U straalt autoriteit uit en kan uw personeel motiveren en coachen.

**Aanbod :**

- een boeiende, uitdagende functie met een grote verantwoordelijkheid;
- de bruto-aanvangswedde bedraagt € 4.604,43, de eindwedde bedraagt € 6.707,72;
- maaltijdcheques, hospitalisatieverzekering.

**Interesse ?**

Bent u geïnteresseerd in deze functie ? Dan kan u de brochure met de uitgebreide functie- en profielomschrijving, het selectieprogramma en het verplicht te gebruiken inschrijvingsformulier telefonisch bij de personeelsdienst aanvragen op het nummer 016-21 17 53.

Uw kandidatuur, vergezeld van een C.V. en een voor eensluidend verklaarde fotokopie van het vereiste diploma, kan u sturen naar het College van burgemeester en schepenen, stadhuis van en te 3000 Leuven.

We verwachten uw kandidatuur uiterlijk op 31 mei 2002 (postdatum of op het secretariaat om er geregistreerd te worden). De kandidaturen die naar aanleiding van de vorige advertentie werden ingediend worden mee in aanmerking genomen.

[C - 2002/05025]

**Samenstelling van een wervingsreserve van speciaal assistenten elektriciens niveau D (m/v)  
voor de Dienst voor de Scheepvaart**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen :

1. Proost, David.
1. Van Looy, Ronny.
3. Van Bouwel, Francois.

**Benoeming**

[C - 2002/05026]

De heer Luc Keustermans werd benoemd tot adjunct-leidend ambtenaar met de graad van inspecteur-generaal voor de functie van technisch directeur bij de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening.

[C - 2002/05027]

**Samenstelling van een wervingsreserve van industrieel ingenieurs bouwkunde (m/v)  
voor de Dienst voor de Scheepvaart, Afdeling Exploitatie gevestigd te Antwerpen**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen :

1. De Cuyper, Johan.
2. Smits, Roeland.
3. Verhoeven, Dirk.

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 2002/27462]

**Contrat de gestion entre le Gouvernement wallon et la Société wallonne des Eaux**

**Table des matières**

- Chapitre I<sup>er</sup> : Préambule  
 Chapitre II : Dispositions générales  
 Chapitre III : Les missions de service public de la SWDE  
 Chapitre IV : Les engagements de la SWDE  
 Chapitre V : Les missions accessoires de la SWDE  
 Chapitre VI : Le personnel  
 Chapitre VII : Les engagements de la Région wallonne

Chapitre VIII :	Le contrôle
Chapitre IX :	L'évaluation
Chapitre X :	Les sanctions
Chapitre XI :	Les commissaires aux comptes de la SWDE
Chapitre XII :	Les dispositions diverses

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Préambule*

Au sens du présent contrat, on entend par :

1. « Le Ministre » : le Ministre de la Région wallonne ayant l'eau dans ses attributions;

2. « La SWDE » : la Société wallonne des Eaux instituée par le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau et régie par le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau.

##### 1. Contexte

Les dispositions du présent contrat de gestion s'inscrivent dans un triple contexte :

##### 1.1. La déclaration de politique régionale Wallonie Horizon 2004

Celle-ci précise notamment :

*« Une des principales richesses de la Wallonie est la qualité de son eau. Elle doit être préservée; ceux qui la polluent doivent en assumer le coût.*

(...)

*Elle doit être préservée notamment en mettant en œuvre les mesures de protection des nappes de captage sur une base rigoureusement scientifique et en améliorant la qualité de nos cours d'eau par une gestion intégrée par bassin.*

*Pour les ménages, le Gouvernement encouragera les mesures tarifaires et réglementaires pour une utilisation parcimonieuse de l'eau. Le Gouvernement veillera à une harmonisation du prix de l'eau (production et distribution) en garantissant le principe de solidarité et en préservant des tarifs équitables et une fourniture minimale.*

(...)

*Le décret relatif au cycle de l'eau et instituant la Société publique de Gestion de l'Eau a pour objectif la responsabilisation de tous les acteurs. Le Gouvernement sera attentif à ce que le rythme des investissements puisse être augmenté de manière à favoriser l'émergence d'une filière industrielle de l'eau en Wallonie. Dans ce contexte, un effort particulier sera consenti pour encourager le développement de technologies wallonnes de l'eau.*

*Des synergies avec la Région bruxelloise et les Régions avoisinantes devront être trouvées dans cette matière. »*

##### 1.2. Le Contrat d'avenir pour la Wallonie

Celui-ci énonce entre autres les objectifs suivants :

- l'application du principe de prévention qui consiste notamment à favoriser une utilisation rationnelle de la ressource, à promouvoir les économies d'eau et à susciter des comportements d'éco-consommation au niveau de l'utilisation des polluants.
- l'harmonisation du prix de l'eau (détermination par le Gouvernement d'une structure de tarif uniforme puis sur cette base, d'un prix unique à la production et incitation des organismes concernés à tendre vers un prix unique à la distribution);
- la création d'un fonds social wallon pour l'eau qui trouverait ses possibilités financières dans la structure tarifaire unifiée;
- l'instauration d'une fourniture minimale dans l'esprit de la déclaration de Rio de 1992, octroyant à chaque habitant la même quantité gratuite;
- la transposition de la directive relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;
- l'application du principe pollueur-payeur;
- la gestion par bassin et sous-bassin versant;
- le rapprochement des acteurs dans le secteur de l'eau au sein d'entités nouvelles ou existantes;
- une collaboration accrue avec la Région de Bruxelles-capitale et les Régions avoisinantes;
- une réelle protection des nappes d'eau souterraine.

Il convient de noter que certains des points cités ci-dessus ont déjà fait l'objet d'avancées significatives depuis la publication du Contrat d'avenir pour la Wallonie en janvier 2000.

##### 1.3. Le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau.

Le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau est le texte législatif de base devant présider au présent contrat de gestion.

L'exposé des motifs dudit décret énonce notamment :

*« Le présent projet de décret s'articule autour des deux axes que sont le rapprochement des acteurs dans le secteur de l'eau et l'harmonisation du prix de l'eau ... Le décret projeté veut favoriser les (...) synergies dans les domaines de la production et de la distribution créant les bases d'une société régionale de production d'eau qui, en symbiose avec les autres producteurs, aidera le Gouvernement à atteindre l'objectif d'un prix unique à la distribution, bien plus équitable que la situation globalement disparate connue à ce jour.*

(...)

*La SWDE ne dispose d'aucun avantage ou privilège particulier par rapport aux autres producteurs et distributeurs d'eau. Il ne faudrait pas a contrario qu'elle subisse plus de contraintes que les opérateurs similaires.*

(...)

*Avec quelque 737.297 raccordements existants, en gestion et/ou en propriété, la SWDE dessert environ 60 % de la population wallonne. Son activité n'a cessé de s'étendre ces dernières années et la volonté du Gouvernement est d'en faire à l'avenir le catalyseur d'une grande société de production d'eau, associant de manière optimale les acteurs concernés, et un des moteurs essentiels de la gestion de la distribution d'eau à l'échelle du sous-bassin versant, désigné par le Gouvernement en sa séance du 3 février 2000 comme l'entité opérationnelle de la gestion intégrée du cycle de l'eau.*

(...)

*Dans le cadre d'une approche la plus rationnelle possible du secteur de l'eau, l'objectif est de donner à la SWDE l'autonomie sur la base d'un contrat de gestion. Le parallélisme avec la configuration du contrat de gestion de la SPGE est recherché au maximum. Ce contrat de gestion permettra de donner à l'entreprise la souplesse nécessaire pour aborder les défis d'une société se mouvant dans un secteur concurrentiel, définira avec précision les modalités d'exercice des missions de service public imposées à la Société, déterminera les obligations de la Région wallonne et de la SWDE et instaurera tous les outils nécessaires au contrôle de la bonne exécution des obligations lui imparties.*

(...)

*En conclusion, le but du présent projet de décret est d'inscrire la SWDE dans la logique stratégique du Gouvernement, d'en faire un grand opérateur du secteur permettant la concrétisation des objectifs du Contrat d'avenir pour la Wallonie, tout en lui assurant une autonomie balisée par un contrat de gestion et par le contrôle exercé par deux commissaires du Gouvernement, lui donnant toute souplesse pour relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle ».*

## 2. Principes

Afin de se conformer aux principes contenus dans ce décret et de les appliquer dans l'esprit de la Déclaration de Politique régionale et du Contrat d'avenir pour la Wallonie, le Gouvernement et la SWDE ont décidé de conclure un contrat de gestion, conformément à l'article 9 du décret.

Cependant, il y a lieu de souligner dès le préambule que dans le contexte résultant des dispositions dudit décret et où les parties ne dépendent pas l'une de l'autre financièrement, le contrat de gestion va revêtir une portée tout à fait spécifique par rapport à celle qu'on lui connaît dans une entreprise publique autonome traditionnelle.

Il doit être abordé comme un plan stratégique reprenant une série d'objectifs à initier ou à atteindre par les deux parties à l'horizon 2005 et leur laissant la liberté des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Les modalités de réalisation de certains objectifs et leur échelonnement dans le temps pourront être déterminés, le cas échéant, par voie d'avenants.

Une autre clé de lecture qu'il convient d'avoir absolument à l'esprit réside dans le caractère évolutif du secteur qui est en outre largement tributaire du droit européen et de sa transposition en droit régional (à titre d'exemple, la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau est en cours de transposition). Il faut dès lors faire preuve de souplesse dans l'énoncé des objectifs et tenir compte de cet élément dans l'évaluation de l'exécution du contrat de gestion.

Le contrat de gestion précise l'objet conféré à la SWDE et plus particulièrement les missions de service public qui lui sont assignées.

Aux termes de l'article 7 du décret, « *la Société a pour objet :*

- *la production d'eau;*
  - *la distribution d'eau par canalisation;*
  - *la protection des ressources aquifères;*
- ainsi que la réalisation de toute opération relative au cycle de l'eau. »*

Les missions de service public de la Société, qui s'exercent exclusivement sur le territoire de la Région wallonne, sont énumérées à l'article 8 du décret.

Il s'agit de :

- « *1. la production d'eau;*
- 2. la distribution d'eau par canalisation;*
- 3. la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la SPGE par l'article 6, § 2, 2<sup>e</sup> alinéa du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau;*
- 4. la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;*
- 5. l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;*
- 6. les prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière d'approvisionnement en eau potable. »*

Outre les engagements relatifs aux modalités d'exécution des missions de service public de la SWDE, le contrat de gestion définit les engagements relatifs :

- « — *aux principes gouvernant les tarifs pour les prestations s'effectuant dans le cadre des missions de service public;*
- *aux principes que la Société doit respecter dans ses relations avec les usagers des prestations de service public;*
- *à la structure financière de la Société;*
- *aux indicateurs que le tableau de bord trimestriel doit contenir ainsi qu'aux délais pour la communication au Gouvernement. »*
- « *Le contrat définit également les engagements de la Région relatifs :*
- *aux mesures générales de protection en relation avec les prises d'eau exploitées par la Société;*
- *à l'examen ou à la révision des dossiers de demandes d'autorisation de prises d'eau introduits par la Société;*
- *au contrôle de l'accès aux ressources alternatives d'alimentation en eau;*
- *à l'accès à ses bases de données concernant le secteur de l'eau et à son concours à tous les moyens de communication et autres pouvant améliorer la gestion dudit secteur;*
- *aux obligations financières pour des missions spécifiques ou particulières confiées à la SWDE par la Région. »*

Outre les axes de réflexion qui précèdent, il y a lieu de prendre en compte, lors de l'élaboration du présent contrat de gestion, le contrat de service de protection de l'eau potabilisable conclu le 21 novembre 2000 entre la SWDE et la SPGE et qui précise le rôle des deux parties en matière de protection des prises d'eau. Au terme de ce contrat de service, la SWDE recourt aux services de la SPGE afin d'assurer ses obligations légales en matière de protection des eaux potabilisables. Corrélativement, la SPGE recourt aux services de la SWDE en vue de lui faire assurer la réalisation des mesures particulières qui se rapportent aux prises d'eau qu'elle exploite et qui sont reprises à son programme de protection.

Ce premier contrat de gestion est conclu pour une période expirant le 31 décembre 2005.

Le Gouvernement entend que ce contrat stipule la manière dont la SWDE doit exécuter ses missions de service public auxquelles peuvent s'ajouter d'autres missions déterminées par le Gouvernement.

## CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

### 2.1. Objet du contrat

Le contrat détermine la liste des objectifs et engagements assignés aux parties au terme d'une négociation poursuivie dans le cadre de la gestion intégrée du secteur de l'eau.

Le contrat de gestion a pour finalité l'utilisation la plus rationnelle de la ressource avec le meilleur service à la clientèle.

La relation contractuelle garantit à la SWDE une autonomie de gestion compatible avec les spécificités de son statut juridique.

L'exécution du contrat de gestion fait l'objet d'une évaluation annuelle quant au respect par les parties de leurs engagements et au degré de réalisation des objectifs fixés.

Cette évaluation repose sur la production d'un ensemble ordonné d'indicateurs permettant d'apprécier pour les actions mises en œuvre en vue de réaliser les objectifs définis dans le contrat de gestion :

- l'efficacité : résultats/objectifs;
- l'efficience : moyens/résultats;
- la pertinence : moyens/objectifs.

La production d'un rapport annuel d'évaluation formalise la démarche et permet de cerner et de mettre en évidence les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis.

Le champ d'application de l'évaluation comporte notamment la protection des captages, la production, la distribution, les investissements ainsi que toutes les opérations relatives au cycle de l'eau.

### 2.2. Caractéristiques du contrat

#### A. Pluriannualité

Le présent contrat de gestion est conclu jusqu'au 31 décembre 2005.

La mise en œuvre complète de tous les objectifs assignés à la SWDE par le contrat de gestion ne pourra être achevée à cette date. Un échelonnement des obligations sur une durée excédant l'échéance du premier contrat de gestion et tenant compte des impératifs de terrain est indispensable.

#### B. Continuité

Le contrat de gestion doit prendre en compte le principe de continuité du service public et doit concourir à assurer une gestion durable des ressources hydriques.

#### C. L'adaptation

L'optimisation de la gestion de l'eau exige une adaptation constante des actions. Celles-ci doivent être menées dans un souci de coordination pour l'ensemble des investissements réalisés en matière de protection, de production et de distribution.

Il en est de même au sujet de la politique tarifaire qui doit être strictement déterminée pour garantir un service optimum aux clients et pour dégager les ressources financières nécessaires aux investissements garantissant une gestion durable de l'eau.

Compte tenu de ces impératifs, le présent contrat pourra faire l'objet de modifications ou d'adaptations par voie d'avenants.

#### D. Garantie du service public

La gestion rationnelle de l'eau et le maintien de sa qualité et de sa quantité constituent une des bases du développement durable en Wallonie.

Dans cet esprit, le Gouvernement est le garant vis-à-vis du citoyen d'un service permettant de disposer de cette ressource en qualité et en quantité suffisante à un coût minimum. Le contrat de gestion doit en outre favoriser l'optimisation de ce service public au départ des organismes existants, qui seront incités à évoluer en fonction des dispositions réglementaires à venir.

#### E. Objectifs propres

Compte tenu de l'autonomie de gestion de la Société et de la responsabilisation des dirigeants investis de mandats à durée limitée, le respect de certains objectifs sera évalué en fonction des obligations incombant exclusivement à la SWDE et notamment :

- sa capacité à répondre aux besoins de la clientèle (abonnés, usagers...);
- sa contribution au dégagement d'économies de coûts, notamment par une politique d'amélioration du rendement des réseaux;

- sa faculté d'appliquer progressivement une comptabilité analytique par ligne et/ou par site d'exploitation pour la production et par service et/ou zone pour la distribution;
- sa détermination à développer une comptabilité budgétaire prévisionnelle avec ratios de contrôle.

Les associés communaux et intercommunaux sont également impliqués dans le cadre de l'amélioration de la performance puisque la règle statutaire de répartition du résultat prévoit en ce qui concerne les services de distribution qu'après constitution de la réserve légale, 50 % du solde peuvent être versés, après avis du comité consultatif dont ils font partie, aux associés communaux et intercommunaux qui ont effectué des travaux d'aménagement, d'amélioration, de renouvellement et de transformation, notamment suite à des travaux de voirie et dans les bâtiments publics. L'objet de ces travaux doit être de participer à l'utilisation parcimonieuse de l'eau ainsi que d'en assurer la qualité.

Tout en respectant l'autonomie communale, la promotion et l'incitation aux regroupements d'associés au sein de services de distribution de grande taille doivent permettre une meilleure adéquation entre investissements et services rendus.

#### F. Contribution à la politique de l'eau en Région wallonne.

L'effort important à fournir pour atteindre les objectifs de qualité fixés par l'Union européenne et la nécessité de mettre en place une politique tarifaire prenant en compte le coût-vérité de l'eau imposent une approche intégrée et performante de la gestion du cycle de l'eau.

Dans ce cadre, le contrat de gestion implique une participation active de la SWDE à :

- la protection de la ressource : les engagements de la SWDE portent sur une mise en œuvre de la protection des ressources aquifères et de la saine utilisation des diverses sources d'approvisionnement en parfaite coordination avec l'Observatoire des eaux souterraines;
- la pérennisation des ouvrages de production et de distribution d'eau en assurant leur remplacement et leur renouvellement en fonction de règles comptables correspondant aux réalités de terrain;
- la détermination d'une structure tarifaire unique de l'eau distribuée en Wallonie. Le présent contrat de gestion invite en effet la SWDE à participer activement aux travaux visant à fixer une structure homogène du tarif en Région wallonne, de même qu'à mettre en place un règlement wallon de fourniture d'eau;
- l'approche rationnelle des choix d'utilisation et de mise en œuvre des ressources d'eau potabilisable avec structuration d'une méthodologie commune aux divers opérateurs visant à la détermination et à la gestion optimale des centres de coûts
- la stratégie et aux structures visant à développer une filière industrielle de l'eau en Wallonie ainsi qu'à la formation aux métiers de l'eau.

La mise en place d'une gestion intégrée par bassin et sous-bassin hydrographique en Région wallonne doit permettre à la SWDE de contribuer à une approche plus globale du cycle de l'eau. Dans ce cadre, la Société doit mener, en matière de distribution d'eau, une démarche incitative visant à donner une efficacité maximale à cette politique sur le territoire qu'elle dessert.

En ce qui concerne plus particulièrement la production d'eau en Région wallonne, l'actuel morcellement du secteur a amené le Gouvernement wallon à se fixer des objectifs généraux de restructuration.

La production d'eau étant une mission fondamentale de service public à laquelle la SWDE assure une contribution importante, la Société entend exprimer clairement sa volonté d'être le catalyseur d'une grande société de production d'eau, associant de manière optimale les acteurs concernés.

La mise en place d'une société unique de production d'eau veillant à tendre vers une structure plus homogène du secteur de l'eau en Wallonie va permettre également à la Région wallonne d'atteindre plus facilement les objectifs de qualité fixés par l'Union européenne en la matière.

En assurant, par ailleurs, un parallélisme entre les structures des contrats de gestion de la S.P.G.E. et de la SWDE, une approche intégrée du secteur au niveau de ces deux opérateurs sera favorisée. Ainsi, les missions des uns et des autres sont clairement définies dans une seule et même approche de la gestion du cycle anthropique de l'eau.

### CHAPITRE III. — *Les missions de service public de la SWDE*

La SWDE est chargée des missions de service public suivantes :

1. la production d'eau;
2. la distribution d'eau par canalisation;
3. la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la SPGE par l'article 6, § 2, 2<sup>e</sup> du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau;
4. la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;
5. l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;
6. les prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière d'approvisionnement en eau potable.

Ces missions de service public, qui s'exercent exclusivement sur le territoire de la Région wallonne, constituent en tout état de cause les missions prioritaires de la SWDE.

D'une manière générale, la SWDE peut faire au Gouvernement toutes les propositions qu'elle juge opportunes dans le cadre de ses missions. Les mesures réglementaires relèvent exclusivement quant à elles de la compétence du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Les engagements de la SWDE*

Modalités d'exercice des missions de service public

\* Assurance d'un service de qualité à la clientèle avec garantie :

- de continuité de l'approvisionnement sauf en cas de force majeure, panne, accident ou non respect des dispositions du règlement de fourniture d'eau;
- d'organisation de moyens alternatifs permettant de satisfaire les besoins vitaux des clients en cas d'interruption de fourniture dépassant huit heures;
- dans des conditions normales d'alimentation, d'une pression au point de fourniture en situation statique comprise entre 2 et 10 bars. En ce qui concerne les raccordements ne disposant pas d'une pression comprise dans cette gamme (au 1<sup>er</sup> janvier 2002, quelque 20 000 raccordements sur les 737 000 desservis), la SWDE s'engage, hors situation exceptionnelle (écarts et cas isolés), à prendre des mesures de nature à réduire ce solde, à concurrence de 5 % annuellement;
- de fourniture d'une eau respectant, en matière de qualité d'eau, les paramètres prévus par la réglementation en vigueur. En cas de détection d'un problème lié à une non-conformité, la SWDE s'engage à prendre toutes les dispositions pour y remédier immédiatement et pour informer les autorités et la population concernée. Le cas échéant, un approvisionnement alternatif sera assuré.
- Poursuite d'une politique active d'amélioration du rendement des réseaux, en vue d'atteindre au 31 décembre 2004 un rendement général de 75 %, sous réserve de particularités locales liées par exemple à la diminution des consommations, ou générales dues notamment à des circonstances exceptionnelles, imprévisibles ou de force majeure;
- Définition pour fin 2003 d'une procédure de détermination d'un taux de renouvellement des réseaux en adéquation avec leur durée de vie et les règles d'amortissement et mise en œuvre de ce taux sur le terrain dès l'exercice 2004;
- Etablissement pour fin 2004 d'un schéma directeur par entité de production ou de distribution et par sous-bassin prévoyant les investissements nécessaires avec à l'appui leur justification ainsi qu'une étude de leur faisabilité financière et économique;
- Etablissement pour fin 2003 et mise en œuvre d'un plan de rénovation et d'entretien des bâtiments et installations existants;
- Promotion des marchés conjoints pour les travaux en voirie afin de limiter les désagréments pour les riverains et en vue de réaliser des économies d'échelle;
- Etablissement pour fin 2003 d'un plan général d'équipement accéléré des installations de moyens de gestion à distance;
- Etudes, réalisations et suivis de projets de traitement de l'eau lorsque les mesures de prévention en amont sont insuffisantes ou inefficaces au niveau de la qualité de l'eau;
- Constitution, dès la signature du contrat de gestion, d'un syndicat d'études visant à la constitution d'une société régionale unique de production;
- Création pour fin 2003 d'une société publique de production d'eau à vocation régionale, à participation majoritaire au capital de la SWDE, avec association optimale de l'ensemble des acteurs concernés et garantie de juste représentativité de chaque partenaire;
- Contribution à la mise en place en matière de distribution d'eau de structures décentralisées mieux adaptées à la gestion du cycle de l'eau par bassin ou sous-bassin.

Principes gouvernant les tarifs

- Application dès l'entrée en vigueur du présent contrat d'un prix unique à la production, sans préjudice des conventions ou contrats particuliers;
- Prise en considération de l'ensemble des coûts réels afin de garantir l'application du coût-vérité;
- Détermination d'une structure tarifaire unique pour la distribution sur base du coût-vérité;
- Incitation des associés à la rationalisation du nombre de services de distribution, notamment au travers de la politique d'investissements;
- Instauration progressive d'un tarif harmonisé à la distribution correspondant au coût-vérité en tant qu'étape indispensable vers le tarif unique.

Principes que la Société doit respecter dans ses relations avec les usagers

- Optimisation de la qualité du service à la clientèle et des procédures à suivre dans les contacts avec les usagers quelle que soit leur forme ( contacts épistolaires, téléphoniques, sur le terrain...) et contrôle du respect de ces dernières par les agents;
- Amélioration de la lisibilité de la facture avec intégration de la consommation de l'année antérieure et mention pour début 2004 des informations permettant à l'utilisateur d'apprécier l'évolution de sa consommation sur plusieurs exercices;
- Amélioration et uniformisation de la communication écrite par la mise en place pour fin 2003 dans l'ensemble des services de la Société d'un logiciel de gestion de courrier électronique;
- Formation continue des agents en matière de contact avec la clientèle;
- Elaboration pour fin 2003 de critères de performance dans la gestion de la clientèle;
- Officialisation pour fin 2002 d'une cellule de gestion des plaintes avec interlocuteur privilégié;
- Diffusion au moins une fois par an d'informations aux clients notamment en matière de qualité de l'eau distribuée et rappel périodique de conseils concernant entre autres les installations intérieures privées et le bon usage de l'eau;
- Information maximale et rapide des riverains et des clients concernés lors d'interventions sur le réseau ( en cas d'interruption de fourniture prévisible, les riverains et clients devront être prévenus au moins 48 heures à l'avance);
- Réalisation des nouveaux raccordements ordinaires dans les 20 jours ouvrables de la demande dès l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion;
- Détermination et respect des délais d'intervention sur le réseau en cas de panne, d'exécution des nouveaux raccordements industriels et spéciaux et d'extensions de réseau à formaliser pour fin 2003;

- Mise à jour permanente et développement du site internet de la SWDE avec mise à disposition d'informations à caractère général sur la Société, de la réglementation en vigueur, possibilité de visualisation de la dernière facture, développement de formulaires interactifs permettant aux clients qui le souhaitent de demander notamment un abonnement, une clôture de compte ou encore de faire part d'un changement d'usager par voie informatique.

#### Structure financière de la Société

- Optimisation de la comptabilité analytique par ligne et/ou site d'exploitation pour la production et par service et/ou zone pour la distribution;
- Développement de la comptabilité budgétaire prévisionnelle et mise en place pour fin 2002 d'une cellule de contrôle de gestion;
- Adhésion de la Société à la politique de mise en place d'un plan comptable généralisé à l'ensemble des producteurs et distributeurs;
- Précision des règles d'utilisation des fonds propres, de la couverture des charges communales et de la distribution des soldes positifs et de prise en charge des soldes négatifs.

#### Indicateurs que le tableau de bord trimestriel doit contenir

Les indicateurs que le tableau de bord trimestriel doit contenir sont les suivants :

- Nombre de m<sup>3</sup> produits, achetés, distribués, vendus à d'autres opérateurs;
- Nombre de factures « consommateurs » émises et montants facturés;
- Montants irrécouvrables « vente d'eau »;
- Niveau d'engagement des investissements (protection, production, distribution);
- Volume de réalisation des achats (magasins, services et biens divers);
- Vitesse de rotation des stocks;
- Nombre d'analyses d'eau;
- Situation du personnel;
- Situation de trésorerie et placements.

Communication doit en être faite aux Ministres compétents par les Commissaires du Gouvernement dans le mois suivant leur présentation en Conseil d'administration. Il en sera de même des faits d'exploitation marquants. Les tableaux de bord trimestriels seront transmis annuellement au Gouvernement par la SWDE simultanément à la transmission du rapport annuel d'évaluation visé au chapitre IX.

#### Qualité

- Poursuite active de la définition et de l'application des procédures;
- Développement d'une politique de gestion de la qualité par la mise en place de certifications (ISO 9001 pour tous les secteurs de la Société pour début 2004);
- Prise en considération des aspects environnementaux dans la gestion de la Société et obtention de certifications EMAS pour le bureau d'études pour fin 2003;
- Maintien de l'accréditation du laboratoire (ISO 17025).

#### Communication, relations publiques

- Optimisation de l'image de marque de la SWDE, via une information régulière des divers médias;
- Elaboration et mise en œuvre d'une charte de la communication avec les associés et avec les autres pouvoirs publics;
- Formalisation de la transmission aux autorités régionales de données, mémoires, rapports ou avis pouvant permettre une meilleure appréhension du secteur.

#### CHAPITRE V. — *Les missions accessoires de la SWDE*

Parallèlement à ses missions prioritaires, la SWDE peut être chargée d'autres missions et rôles qui, bien que ne tombant pas directement dans le champ d'application du présent contrat de gestion, peuvent néanmoins avoir des retombées sur la gestion globale de la Société et méritent, à ce titre, d'être mentionnées au titre d'engagements de la SWDE.

Il s'agit notamment :

- du développement de la politique de valorisation du savoir-faire de la Société en matière de consultance, de conseils aux clients, de prestations de services pour compte de tiers et de gestion opérationnelle du cycle de l'eau, entres autres au niveau de ses missions à l'étranger;
- de la recherche et de la mise en place de partenariats avec des bureaux d'études, d'ingénierie classique et les universités;
- de l'implication de la SWDE dans le polygone de l'eau;
- de la formalisation d'un cadre opérationnel harmonieux des relations de la Société avec les autres opérateurs;
- de la participation à diverses commissions ou institutions dans le cadre de la politique wallonne dans le secteur de l'eau et de l'implication dans la participation citoyenne préconisée par la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

#### CHAPITRE VI. — *Le personnel*

La réforme de la SWDE et la modernisation de la gestion qui en découle ne peuvent être couronnées de succès sans l'indispensable concours du personnel de la Société.

La politique menée en matière de gestion des ressources humaines doit impérativement s'articuler autour de trois axes directeurs : motivation, valorisation et association permanente des agents à la gestion de la Société.

En outre, dans le but de tendre vers une rationalisation du secteur de l'eau en Wallonie, but recherché par l'ensemble des dispositions contenues au sein du présent contrat de gestion, la SWDE s'engage à poursuivre une politique de gestion dynamique du personnel, dans l'optique de tendre vers une uniformisation des droits et devoirs du personnel entre les divers acteurs du secteur de la production et de la distribution d'eau.

Pour ce faire, la SWDE alignera, en plusieurs exercices et autant que faire se peut, les avantages et barèmes du personnel sur ceux en vigueur dans les intercommunales du secteur, tout en prenant en considération les avantages extra-légaux (pensions, primes,...) et le nombre d'agents employés par rapport au nombre de raccordements desservis.

La SWDE approuvera, en conformité avec les dispositions décretales visant à organiser dans un comité particulier la négociation au sein du Comité de secteur XVI, le statut du personnel ainsi que le règlement de travail dans ce courant de l'année 2002. Cet état de choses permettra l'intégration rapide des membres du personnel de l'ex-ERPE qui en marqueront le souhait, conformément au protocole d'accord n° 315 du Comité de secteur XVI.

La SWDE poursuivra une politique active de gestion des ressources humaines avec formation de ses agents. Un plan général annuel de formation sera arrêté et mis en œuvre. Les cadres de la société seront en outre formés de manière permanente et seront évalués sur base d'une gestion par objectifs.

La SWDE veillera au respect du statut syndical régi par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et ses arrêtés d'exécution.

La Société portera une attention toute particulière à la consolidation juridique de la caisse de pensions ainsi qu'à l'augmentation régulière de la couverture des charges de pensions.

Enfin, une information périodique relative aux objectifs et engagements de ce contrat de gestion ainsi qu'à leur évaluation sera assurée.

#### CHAPITRE VII. — *Les engagements de la Région wallonne*

##### Mesures générales

Mesures générales se rapportant à l'ensemble des producteurs-distributeurs

- mener une politique d'incitation, de soutien et d'assistance aux opérateurs en vue de la mise en place d'une société unique de production d'eau en Région wallonne;
- supporter, en équité avec les producteurs-distributeurs liés par un contrat de gestion avec la Région wallonne, le surcoût que la SWDE serait amenée à exposer, suite à une décision de la Région wallonne, pour maintenir la qualité du service public;
- établir un projet de règlement de fourniture d'eau établissant des conditions générales de vente d'eau communes à l'ensemble des opérateurs du secteur, dont les modalités de fourniture universelle;
- assurer les moyens financiers, en cas d'instauration d'une fourniture minimale gratuite, afin de couvrir le coût de la mesure;
- mener toutes les interventions utiles à l'égard des instances compétentes en matière de tarification;
- rédiger une note d'orientation sur les mesures tarifaires sociales (tarification progressive);
- prendre toutes les mesures nécessaires dans les décrets et règlements afin d'imposer aux bâtisseurs et lotisseurs une obligation d'équipement en matière d'alimentation en eau;
- développer un plan comptable généralisé applicable à l'ensemble des producteurs-distributeurs du secteur;
- mener une politique proactive en matière d'harmonisation du prix.

Mesures générales se rapportant exclusivement à la SWDE

- veiller à ce que toute décision ou toute politique menée ne puisse entraver l'accomplissement des missions qui sont confiées à la SWDE par le décret, les statuts ou le présent contrat de gestion ni mettre en péril l'activité de la Société;
- procéder au transfert du personnel de l'ex-ERPE dans le respect du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société Wallonne des Distributions d'Eau et du protocole d'accord n° 315 du Comité de secteur XVI établi le 6 juillet 2000;
- mettre en œuvre, dans le cadre de l'autonomie dévolue à la SWDE par le même décret en matière de statut, de cadre du personnel et de règlement de travail, le comité particulier au sein du Comité de secteur XVI;
- assurer les moyens financiers pour des missions spécifiques ou particulières qu'elle confierait à la SWDE;
- proposer au Conseil régional wallon des mesures permettant d'aboutir à la consolidation juridique de la caisse de pensions.

Mesures générales de protection en rapport avec les prises d'eau exploitées par la Société

- faire exécuter le programme de protection des captages 2000-2004 de la SPGE dans les délais requis;
- veiller à ce que le prochain programme d'investissements adopté par la SPGE contienne des mesures de protection des prises d'eau exploitées par la SWDE;
- intensifier le rythme d'examen ou de révision des dossiers de demandes d'autorisation de prises d'eau introduits par la SWDE ainsi que du traitement des dossiers de délimitation des zones de protection exploitées par la SWDE.

Contrôle de l'accès aux ressources alternatives en eau

- développer et exploiter tous les moyens disponibles pour mettre en œuvre un système de contribution équitable de chaque citoyen au coût-vérité de l'eau;
- prendre les mesures nécessaires pour que la totalité des volumes d'eau usée rejetée participe au coût-vérité.

Communication

- faciliter l'accès à ses bases de données concernant le secteur de l'eau;
- rappeler le rôle déterminant de l'eau de distribution dans la politique de santé et d'hygiène publique;
- intensifier les actions de communication et de sensibilisation visant à promouvoir l'utilisation parcimonieuse de l'eau de distribution, tout en vantant ses qualités alimentaires.

#### CHAPITRE VIII. — *Le contrôle*

Trois types d'indices permettant le contrôle des engagements contractés par les parties dans le cadre de ce contrat sont appliqués :

##### 1. efficacité

Le contrôle des résultats atteints par rapport aux objectifs négociés constitue la première phase de l'évaluation.

Les indicateurs constituant la base de l'évaluation sont les suivants :

$$* \quad \frac{\text{taux d'investissement (distribution et production)}}{\text{engagements-programme annuel et à 5 ans}} = \frac{\text{ordonnancements réalisés}}{\text{engagements-programme annuel et à 5 ans}}$$



*	taux de protection	=	$\frac{\text{nombre de prises d'eau protégées}}{\text{nombre de prises d'eau à protéger}}$
*	taux de réalisation	=	$\frac{\text{nombre de raccordements réalisés dans les délais}}{\text{nombre de raccordements réalisés}}$
*	rendement financier réseau	=	$\frac{\text{volume consommé client} + \text{volume vendu tiers}}{\text{volume mis à disposition} + \text{volume acheté tiers en tête de réseau}}$
*	indice linéaire des volumes non enregistrés (m <sup>3</sup> /j. et km)	=	$\frac{\text{volume d'eau journalier non enregistré}}{\text{longueur totale des canalisations}}$

• volume d'eau journalier non enregistré :

volume annuel d'eau produit + volume annuel d'eau acheté en gros - volume annuel d'eau vendu (particuliers et autres distributeurs) divisé par 365 jours

• longueur des canalisations :

longueur conduites de production, de distribution et raccordements particuliers (longueur moyenne SWDE : 12 m)

*	taux de raccordement	=	$\frac{\text{nombre de raccordements}}{\text{nombre de km de conduites de distribution}}$
*	taux d'occupation	=	$\frac{\text{nombre d'agents}}{\text{nombre de raccordements}}$
*	taux de service	=	$\frac{\text{nombre de raccordements en interruption service} > 6 \text{ heures}}{\text{nombre de raccordements total}}$
*	taux de qualité	=	$\frac{(\text{nombre total de raccordements} \times 365 \text{ jours}) - (\text{nombre de raccordements non conformes} \times \text{nombre de jours non conformes})}{\text{nombre total de raccordements} \times 365 \text{ jours}}$
*	taux de conformité	=	$\frac{\text{nombre d'échantillons conformes}}{\text{nombre total d'échantillons}}$

## 2. efficience

Le contrôle de l'efficience permet d'évaluer le niveau des moyens mis en œuvre par rapport aux résultats atteints.

Les indicateurs suivants seront annuellement produits et évalués :

- coût moyen du m<sup>3</sup> produit;
- coût moyen du m<sup>3</sup> distribué;
- coût, par service, du m<sup>3</sup> distribué;
- coût moyen de protection des captages par m<sup>3</sup> produit;
- coût moyen des sites de production par m<sup>3</sup> produit;
- coût moyen des adductions par m<sup>3</sup> produit;
- coût moyen des réseaux par m<sup>3</sup> distribué;
- coût moyen du personnel par m<sup>3</sup> produit, distribué, par raccordement.

## 3. pertinence

Evaluer la pertinence consiste à confronter les moyens mis en œuvre et les objectifs fixés. Pour ce qui concerne la SWDE, le contrôle portera essentiellement sur le niveau d'adéquation entre les produits et les charges.

Les ratios suivants seront produits et évalués annuellement :

*	charges totales distribution
*	produits totaux distribution
*	charges totales production
*	produits totaux production

#### 4. contrôle de gestion et applications spécifiques

- Les indices d'efficacité, d'efficience et de pertinence, analysés sur base pluriannuelle, serviront de base au Conseil d'administration pour arrêter un plan stratégique quantifiant les objectifs à atteindre pour l'exercice suivant.
- La SWDE comparera de façon permanente et en fonction des données disponibles le niveau de sa performance et celui d'autres acteurs belges et européens actifs dans le même secteur.
- Le Gouvernement dispose du contrôle tel que défini par le décret. Dans ce cadre, les deux commissaires exécutent leur mission au nom du Gouvernement et lui font rapport.

#### CHAPITRE IX. — *L'évaluation*

\* Afin de permettre l'évaluation des engagements contractés par les parties dans le cadre du présent contrat de gestion, le Conseil d'administration de la SWDE élabore un rapport annuel relatif à l'exercice écoulé et renfermant notamment les ratios de contrôle de gestion ainsi qu'une analyse circonstanciée des résultats des ratios.

Le rapport d'évaluation est soumis pour avis à un collège d'évaluation composé par :

- le président ou un membre du Conseil d'administration de l'Union des Villes et Communes de Wallonie qui préside le collège;
- le président du comité de contrôle de l'eau;
- les deux commissaires du Gouvernement wallon.

Il est transmis au Collège pour le 15 mars de l'exercice qui suit l'exercice auquel il se rapporte.

Le rapport du Conseil d'administration et l'avis du collège d'évaluation sont transmis au Ministre dans le mois suivant l'Assemblée générale ordinaire et pour la première fois en juin 2003. Le Ministre les communique au Gouvernement et au Conseil régional wallon.

#### CHAPITRE X. — *Les sanctions*

Lorsque les engagements prévus par le présent contrat de gestion ne sont pas respectés à la fin d'un exercice, les deux parties se concertent sur les mesures correctrices à prendre et fixent la date de la prochaine évaluation.

A cette date, si elles constatent que ces mesures n'ont pas donné de résultat, des sanctions peuvent être actionnées.

Le Gouvernement peut imposer à la SWDE, sous le contrôle de ses deux commissaires, une réorientation de sa politique en consacrant, prioritairement, par exercice, un montant complémentaire correspondant au maximum à 1/50<sup>e</sup> de son chiffre d'affaires à la réalisation d'objectifs définis dans le présent contrat.

La Région wallonne s'engage à ne pas imposer à la SWDE de contraintes ou d'obligations qui ne seraient pas réglementairement imposées aux autres acteurs du secteur exerçant les mêmes missions. Au cas où cette disposition n'est pas respectée et s'il s'agit d'une exigence de la Région wallonne, celle-ci est, quel que soit l'état des réserves et de leur affectation, redevable d'un montant équivalent au surcoût imposé, évalué à dire d'expert.

En aucun cas, ces sanctions ne peuvent porter atteinte aux droits dont les tiers disposent en raison de l'exécution du présent contrat de gestion.

Les parties ne peuvent se voir appliquer aucune sanction prévue par le contrat de gestion ni être tenues au paiement de dommages et intérêts en raison du non accomplissement de leurs missions si celui-ci est la conséquence d'un cas fortuit ou de force majeure ou résulte d'un manque de moyens financiers, conséquence d'une politique budgétaire ou tarifaire qui leur est imposée ou encore de décisions judiciaires ou réglementaires qui l'interdisent.

#### CHAPITRE XI. — *Les commissaires aux comptes de la SWDE*

\* Les missions du Collège des commissaires aux comptes s'exercent conformément aux dispositions du Code des sociétés. Leurs moyens d'action sont ceux que le même Code attribue aux commissaires;

- Le membre du Collège des commissaires aux comptes désigné par l'Assemblée générale des associés est Président et a la qualité de commissaire-réviseur;
- les commissaires ont un mandat renouvelable de trois ans;
- Les émoluments du commissaire-réviseur sont fixés par l'Assemblée générale conformément au Code des sociétés; il est attribué à chacun des deux autres membres du collège un montant annuel de € 11.400 (BEF 459 874,86).

#### CHAPITRE XII. — *Les dispositions diverses*

Pour tout problème se rapportant à l'exécution du présent contrat de gestion, le Gouvernement est représenté par le Ministre.

L'entrée en vigueur du présent contrat de gestion est effective après sa communication au Conseil régional wallon par le Ministre et sa publication au *Moniteur belge*.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2002/27462]

**Geschäftsführungsvertrag zwischen der Wallonischen Regierung und der "Société wallonne des Eaux"  
(Wallonische Wassergesellschaft)**

## Inhaltsverzeichnis

Kapitel I:	Vorwort
Kapitel II:	Allgemeines
Kapitel III:	Aufgaben öffentlichen Dienstes der WWG
Kapitel IV:	Verpflichtungen der WWG
Kapitel V:	Nebenaufgaben der WWG
Kapitel VI:	Personal
Kapitel VII:	Verpflichtungen der Wallonischen Region
Kapitel VIII:	Kontrolle
Kapitel IX:	Bewertung
Kapitel X:	Strafmaßnahmen
Kapitel XI:	Rechnungsprüfer der WWG
Kapitel XII:	Sonstige Bestimmungen

## KAPITEL I — Vorwort

Im Sinne des vorliegenden Vertrags gelten folgende Definitionen:

1. "Minister": der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört;
2. "WWG": die durch das Dekret vom 23. April 1986 zur Errichtung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) eingerichtete und durch das Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" geregelte "Société wallonne des Eaux".

## 1. ZUSAMMENHANG

Die Bestimmungen des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags fügen sich in einen dreifachen Zusammenhang ein:

## 1.1. Erklärung zur Regionalpolitik Wallonie Horizont 2004

Diese enthält folgende Angaben:

*«Einer der wichtigsten Reichtümer der Wallonie ist die Qualität ihres Wassers. Diese muss erhalten bleiben; diejenigen, die das Wasser verschmutzen, haben für die Kosten aufzukommen.*

(...)

*Es muss insbesondere durch die Einsetzung von Maßnahmen auf einer streng wissenschaftlichen Grundlage zum Schutz der Grundwasserentnahmestellen und durch die Verbesserung der Qualität unserer Wasserläufe durch eine integrierte Bewirtschaftung je Einzugsgebiet erhalten bleiben.*

*Was die Haushalte betrifft, fördert die Regierung tarifliche und vorschriftsmäßige Maßnahmen zugunsten einer schonenden Verwendung des Wassers. Die Regierung sorgt für eine Harmonisierung des Wasserpreises (Wassergewinnung und -versorgung), indem sie das Prinzip der Solidarität gewährleistet und gerechte Tarife und eine Mindestlieferung beibehält.*

(...)

*Das Dekret über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) hat zum Ziel, das Verantwortungsbewusstsein aller Akteure zu wecken. Die Regierung sorgt dafür, dass der Investitionsrhythmus derart gesteigert werden kann, dass die Entstehung eines Industriesektors des Wassers in der Wallonie gefördert wird. In diesem Zusammenhang werden besondere Anstrengungen unternommen, um die Entwicklung der wallonischen Wassertechnologien zu fördern.*

*In diesem Bereich müssen Synergien mit der Brüsseler Region und den benachbarten Regionen gefunden werden.»*

## 1.2. Vertrag für die Zukunft der Wallonie

Dieser führt unter anderem folgende Zielsetzungen auf:

- die Anwendung des Vorbeugungsprinzips, das insbesondere darin besteht, eine rationelle Verwendung der Ressource zu fördern, die Wassereinsparung zu befürworten und Verwaltungsweisen für einen ökologischen Verbrauch auf Ebene der Benutzung von Schadstoffen zu bewirken;
- die Harmonisierung des Wasserpreises (Bestimmung durch die Regierung einer einheitlichen Tarifstruktur, auf dieser Grundlage anschließend eines Produktionseinheitspreises und Anregung der betroffenen Einrichtungen, einen Versorgungseinheitspreis anzustreben);
- die Einrichtung eines wallonischen Sozialfonds für Wasser, dessen Finanzmöglichkeiten in der vereinheitlichten Tarifstruktur zu finden wären;
- die Einrichtung einer Mindestlieferung im Sinne der Erklärung von Rio von 1992, wobei jedem Einwohner die gleiche Gratismenge gewährt wird;
- die Umsetzung der Richtlinie über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch;
- die Anwendung des Verursacherprinzips;
- die Bewirtschaftung je Wassereinzugsgebiet und Zwischengebiet;
- das Näherbringen der Akteure im Wassersektor innerhalb der neuen und der bereits bestehenden Organe;
- eine erhöhte Zusammenarbeit mit der Region Brüssel-Hauptstadt und den benachbarten Regionen;
- ein effektiver Schutz des Grundwasservorkommens.

Es sollte beachtet werden, dass in bestimmten, oben angeführten Punkten seit der Veröffentlichung des Vertrags für die Zukunft der Wallonie im Januar 2000 bereits bedeutsame Fortschritte erzielt wurden.

## 1.3. Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau"

Das Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" ist der grundlegende Gesetzestext, der den vorliegenden Geschäftsführungsvertrag leiten muss.

Folgende Beweggründe werden in besagtem Dekret angegeben:

«Der vorliegende Dekretentwurf stützt sich auf zwei Zielrichtungen: das Näherbringen der Akteure im Wassersektor und die Harmonisierung des Wasserpreises... Das entworfene Dekret zielt darauf ab, die Synergien in den Bereichen der Wassergewinnung und -versorgung durch die Schaffung der Grundlagen einer regionalen Wassergewinnungsgesellschaft zu fördern, die in Symbiose mit anderen Wassergewinnern die Regierung in der Erreichung der Zielsetzung eines Einheitspreises für die Wasserversorgung, der sich als sehr viel gerechter als die gegenwärtig bekannte, global disparate Lage erweist, unterstützen wird.

(...)

Die WWG verfügt über keinerlei besondere Vorteile oder Privilegien gegenüber anderen Wassergewinnern- und versorgern. A contrario soll sie jedoch nicht mehr Belastungen hinnehmen müssen als die gleichartigen Betreiber.

(...)

Bei etwa 737.297 bestehenden, sich in Bewirtschaftung und/oder in Besitz befindenden Anschlüssen versorgt die WWG ungefähr 60% der wallonischen Bevölkerung. Ihre Tätigkeit hat sich in den letzten Jahren stets weiter ausgedehnt und der Wille der Regierung besteht darin, aus ihr zukünftig den Katalysator einer großen Wassergewinnungsgesellschaft durch die optimale Miteinbeziehung der betroffenen Akteure, und eine der wichtigsten treibenden Kräfte der Wasserversorgungsbewirtschaftung auf Ebene des von der Regierung in ihrer Sitzung vom 3. Februar 2000 als operationelle Einheit bezeichneten Zwischeneinzugsgebiets zu machen.

(...)

Ziel ist es im Rahmen einer höchstmöglich rationellen Inangriffnahme des Wassersektors, der WWG die Autonomie auf der Grundlage eines Geschäftsführungsvertrags zu verschaffen. Eine höchstmögliche Übereinstimmung mit der Form des Geschäftsführungsvertrags der "SPGE" wird angestrebt. Dieser Geschäftsführungsvertrag ermöglicht es, dem Unternehmen die nötige Flexibilität zu verschaffen, um die Herausforderungen einer sich in einem Konkurrenzsektor bewegenden Gesellschaft anzugehen, legt mit Genauigkeit die Modalitäten für die Ausübung der der Gesellschaft auferlegten Aufgaben öffentlichen Dienstes fest, bestimmt die Verpflichtungen der Wallonischen Region und der WWG und setzt alle Mittel ein, die zur Kontrolle der ordnungsgemäßen Ausführung der ihr zugeteilten Verpflichtungen notwendig sind.

(...)

Demnach ist es Ziel des vorliegenden Dekretentwurfs, die WWG in die strategische Logik der Regierung einzufügen, aus ihr einen wichtigen Betreiber des Sektors zu machen, durch den die Zielsetzungen des Vertrags für die Zukunft der Wallonie in die Tat umgesetzt werden können, wobei ihr jedoch eine durch einen Geschäftsführungsvertrag und durch die von zwei Regierungskommissaren ausgeführten Kontrollen eingegrenzte Autonomie gewährt wird, die ihr die nötige Flexibilität zur Annahme der Herausforderungen des XXIten Jahrhunderts gibt".

## 2. GRUNDSÄTZE

Um die in diesem Dekret enthaltenen Grundsätze zu verfolgen und sie im Sinne der regionalpolitischen Erklärung und des Vertrags für die Zukunft der Wallonie anzuwenden, haben die Regierung und die WWG beschlossen, gemäß Artikel 9 des Dekrets einen Geschäftsführungsvertrag abzuschließen.

Es ist jedoch angebracht, bereits bei der Einleitung zu unterstreichen, dass in dem Kontext, der sich aus den Bestimmungen besagten Dekrets ergibt und in dem die Parteien nicht finanziell voneinander abhängen, dem Geschäftsführungsvertrag eine vollkommen spezifische Tragweite gegeben wird im Verhältnis zu derjenigen, die man in einem üblichen autonomen staatlichen Unternehmen kennt.

Er muss wie ein strategischer Plan angegangen werden, in dem eine Reihe von Zielsetzungen eingefügt sind, die von beiden Parteien bis zum Horizont 2005 in Gang zu setzen oder zu erreichen sind und in dem ihnen die Freiheit der einzusetzenden Mittel gegeben wird, um diese Ziele zu erreichen.

Die Modalitäten zur Verwirklichung bestimmter Ziele und deren Verteilung auf die Zeitachse können gegebenenfalls durch Nachträge bestimmt werden.

Ein weiterer Gesichtspunkt, den man unbedingt im Auge behalten sollte, besteht in der Entwicklungsfähigkeit des Sektors, der zudem weitgehend vom europäischen Recht und dessen Umsetzung in regionales Recht abhängig ist (beispielsweise wird derzeit die Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik umgesetzt). Demnach muss eine gewisse Flexibilität in den Darlegungen der Zielsetzungen an den Tag gelegt und dieser Umstand in der Bewertung der Durchführung des Geschäftsführungsvertrags berücksichtigt werden.

In dem Geschäftsführungsvertrag werden die der WWG zugeteilten Ziele und insbesondere die ihr vorgeschriebenen Aufgaben öffentlichen Dienstes angegeben.

Laut Artikel 7 des Dekrets "hat die Gesellschaft Folgendes zum Zweck:

- die Wassergewinnung;
- die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- den Schutz der Grundwasservorkommen;
- die Durchführung jeglicher mit dem Wasserkreislauf verbundenen Maßnahme".

Die von der Gesellschaft ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeübten Aufgaben öffentlichen Dienstes werden in Artikel 8 des Dekrets angeführt.

Es handelt sich um:

«1° die Wassergewinnung;

2° die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;

3° den Schutz der Vorkommen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser im Rahmen der Aufgaben, mit denen die SPGE durch Artikel 6, § 2, 2° des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" beauftragt wird;

4° die mit denen die Gesellschaft durch die Region beauftragt wird.

Erfüllung von allen Verpflichtungen, die die mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Anforderungen bewirkt haben;

5° die Durchführung jeder den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festsetzung, der Einziehung, der Beitreibung, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern übertragenen Aufgabe;

6° die in Sachen Trinkwasserversorgung zu leistenden Dienste sozialer oder humanitärer Art.»

Abgesehen von den Verpflichtungen bezüglich der Modalitäten zur Durchführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes der WWG, werden in dem Geschäftsführungsvertrag Verpflichtungen bestimmt, die sich auf Folgendes beziehen:

«— die Grundsätze, die die Tarife für die Leistungen bestimmen, die im Rahmen der Aufgaben öffentlichen Dienstes erledigt werden;

— die Grundsätze, die die Gesellschaft in ihren Beziehungen mit den Benutzern der Leistungen öffentlichen Dienstes einhalten muss;

— die finanzielle Struktur der Gesellschaft;

— die Indikatoren, die die vierteljährliche Übersichtstabelle enthalten muss, sowie die Fristen für die Mitteilung an die Regierung.

«Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt ebenfalls die Verpflichtungen der Region in Bezug auf:

— die allgemeinen mit den durch die Gesellschaft benutzten Wasserentnahmestellen verbundenen Schutzmaßnahmen;

— die Überprüfung oder die Revision der durch die Gesellschaft eingereichten Anträge auf eine Genehmigung zur Wasserentnahme;

— die Kontrolle des Zugangs zu alternativen Wasserversorgungsquellen;

— den Zugang zu ihren Datenbanken im Bereich des Wassersektors und ihre Mitwirkung bei allen Kommunikationsmitteln und anderen Mitteln, die die Führung des besagten Sektors verbessern können;

— die finanziellen Verpflichtungen für spezifische oder besondere Aufgaben, mit denen die Gesellschaft durch die Region beauftragt wird.»

Abgesehen von den oben angeführten Leitgedanken, ist es angebracht, bei der Ausarbeitung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags den Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereiten Wassers zu berücksichtigen, der am 21. November 2000 zwischen der WWG und der SPGE abgeschlossen wurde und in dem die Rolle angegeben wird, die beide Parteien in Sachen Schutz der Wasserentnahmestellen zu spielen haben. Laut dieses Dienstleistungsvertrags nimmt die WWG die Dienste der SPGE in Anspruch, um ihre gesetzlichen Verpflichtungen in Sachen Schutz des zu Trinkwasser aufbereiten Wassers zu sichern.

Wechselseitig greift die SPGE auf die Dienste der WWG zurück, damit diese die Durchführung der Sondermaßnahmen gewährleistet, die sich auf die von ihr betriebenen Wasserentnahmestellen beziehen und die in ihrem Schutzprogramm angeführt werden.

Dieser erste Geschäftsführungsvertrag wird für einen Zeitraum abgeschlossen, der am 31. Dezember 2005 abläuft.

Die Regierung beabsichtigt, dass in diesem Vertrag angeführt wird, auf welche Art und Weise die WWG ihre Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführen soll, denen andere, von der Regierung bestimmte Aufgaben beigelegt werden können.

## KAPITEL II — Allgemeines

### 2.1. Gegenstand des Vertrags

Nach einer im Rahmen der integrierten Bewirtschaftung des Wassersektors geführten Verhandlung wird in dem Vertrag die Liste der den Parteien zugewiesenen Zielsetzungen und Verpflichtungen festgelegt.

Ziel des Geschäftsführungsvertrags ist die höchstmöglich rationelle Benutzung der Ressource mit einem optimalen Kundendienst.

Die vertragliche Beziehung garantiert der WWG eine Bewirtschaftungsautonomie, die mit den Besonderheiten ihrer Rechtsstellung vereinbar ist.

Die Durchführung des Geschäftsführungsvertrags wird jährlich hinsichtlich der Einhaltung der Verpflichtungen durch die Parteien und des Verwirklichungsgrads der Zielsetzungen bewertet.

Diese Bewertung beruht auf dem Vorlegen einer geordneten Anzahl von Indikatoren, durch die folgende Eigenschaften für die eingesetzten Aktionen beurteilt werden:

— die Wirksamkeit: Ergebnisse/Zielsetzungen;

— die Effizienz: Mittel/Ergebnisse;

— die Relevanz: Mittel/Zielsetzungen.

Ein jährlich unterbreiteter Bewertungsbericht formalisiert die Vorgehensweise und ermöglicht es, die zur Erreichung der festgelegten Zielsetzungen erforderlichen Maßnahmen hervorzuheben.

Der Anwendungsbereich der Bewertung umfasst insbesondere den Schutz der Wasserentnahmestellen, die Wassergewinnung und -versorgung, die Investitionen, sowie alle Vorgänge bezüglich des Wasserkreislaufs.

### 2.2. Eigenschaften des Vertrags

#### A. Mehrjährigkeit

Der vorliegende Geschäftsführungsvertrag wird bis zum 31. Dezember 2005 abgeschlossen.

Die vollständige Durchführung aller Zielsetzungen, die der WWG durch den Geschäftsführungsvertrag vorgeschrieben werden, kann bis zu diesem Datum nicht zu Ende geführt werden. Eine Verteilung der Verpflichtungen auf einen Zeitraum, der die Ablauffrist des ersten Geschäftsführungsvertrags überschreitet und die tatsächlichen Anforderungen berücksichtigt, ist unerlässlich.

#### B. Kontinuität

Der Geschäftsführungsvertrag muss den Grundsatz der Kontinuität des öffentlichen Dienstes berücksichtigen und dazu beitragen, eine nachhaltige Bewirtschaftung der hydrischen Ressourcen zu gewährleisten.

#### C. Anpassung

Die Optimierung der Wasserbewirtschaftung erfordert eine ständige Anpassung der Aktionen. Diese müssen für die gesamten, in Sachen Wasserschutz, -gewinnung und -versorgung getätigten Investitionen im Sinne der Koordinierung ausgeführt werden.

Dies gilt ebenfalls für die Tarifpolitik, die streng zu bestimmen ist, um einen optimalen Kundendienst zu gewährleisten und die Finanzmittel bereitzustellen, die für die Investitionen, die eine nachhaltige Bewirtschaftung des Wassers garantieren, erforderlich sind.

In Anbetracht dieser Erfordernisse kann der vorliegende Vertrag durch Nachträge abgeändert oder angepasst werden.

#### D. Garantie des öffentlichen Dienstes

Die rationelle Bewirtschaftung und die Erhaltung der Qualität und Quantität des Wassers bilden eine der Grundlagen der nachhaltigen Entwicklung in der Wallonie.

In diesem Sinne tritt die Regierung entgegen dem Bürger als Bürge eines Dienstes auf, durch den die Möglichkeit gegeben ist, über diese Ressource in zureichender Qualität und Quantität zu einem geringstmöglichen Preis zu verfügen. Der Geschäftsführungsvertrag muss zudem die Optimierung dieses öffentlichen Dienstes fördern, wobei sich die bereits bestehenden Einrichtungen als Ausgangsbasis später unter Berücksichtigung der zukünftigen vorschriftsmäßigen Bestimmungen fortentwickeln sollen.

#### E. Eigene Zielsetzungen

In Anbetracht der Bewirtschaftungsautonomie der Gesellschaft und der Mitverantwortung der mit einem befristeten Amt bekleideten Führungskräfte, wird die Einhaltung bestimmter Zielsetzungen unter Berücksichtigung der ausschließlich der WWG obliegenden Verpflichtungen bewertet, insbesondere:

- ihre Fähigkeit, den Bedürfnissen der Kundschaft nachzukommen (Abonnenten, Benutzer...)
- ihr Beitrag auf der Suche nach Kosteneinsparungen, insbesondere durch eine Politik zur Ertragsverbesserung der Versorgungsnetze;
- ihre Fähigkeit, schrittweise eine analytische Buchführung je Betriebsanlage und/oder -gelände für die Wassergewinnung und je Versorgungsdienst und/oder -zone für die Wasserversorgung anzuwenden;
- ihre Entschlossenheit, eine vorausschauende Haushaltsbuchführung mit Kontrollkoeffizienten zu entwickeln.

Die gemeindlichen und interkommunalen Teilhaber werden ebenfalls im Rahmen der Leistungsverbesserung mit einbezogen, da die statutarische Regelung für die Versorgungsdienste vorsieht, dass nach der Hinterlegung von Rücklagen 50% des Restbetrags nach Begutachtung durch den Beratungsausschuss, dem sie angehören, den gemeindlichen und interkommunalen Teilhabern, die Ausstattungs-, Ausbesserungs-, Erneuerungs- und Umbauarbeiten ausgeführt haben, insbesondere in Folge von Arbeiten im Straßenbau oder in öffentlichen Gebäuden, ausgezahlt werden können. Ziel dieser Arbeiten soll die Beteiligung an der schonenden Benutzung des Wassers, sowie die Gewährleistung seiner Qualität sein.

Unter Beachtung der gemeindlichen Autonomie muss die Förderung und Anregung zum Zusammenschluss von Teilhabern innerhalb großer Versorgungsdienste eine optimalere Gleichgewichtigkeit zwischen Investitionen und geleisteten Diensten ermöglichen.

#### F Beitrag zur Politik des Wassers in der Wallonischen Region

Die erheblichen Anstrengungen, die zur Erreichung der von der europäischen Union festgelegten Qualitätsziele zu unternehmen sind, sowie die Notwendigkeit der Einführung einer Tarifpolitik, die den tatsächlichen Kostenpreis berücksichtigt, bedürfen eines integrierten und leistungsfähigen Vorgehens in der Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs.

Im diesem Rahmen setzt der Geschäftsführungsvertrag eine aktive Beteiligung der WWG in folgenden Bereichen voraus:

- im Schutz der Ressource: die Verpflichtungen der WWG beziehen sich auf die Durchführung des Schutzes der Grundwasservorkommen und einer vernünftigen Benutzung der verschiedenen Versorgungsquellen in perfekter Koordination mit der Grundwasserbeobachtungsstelle;
- im Fortbestand der Wassergewinnungs- und -versorgungsbauwerke, indem ihre Ersetzung und Erneuerung unter Berücksichtigung der den örtlichen Gegebenheiten entsprechenden Buchhaltungsregeln gewährleistet werden;
- in der Festlegung einer einheitlichen Tarifstruktur des Leitungswassers in der Wallonie. In der Tat fordert der vorliegende Geschäftsführungsvertrag die WWG dazu auf, aktiv an den Arbeiten im Hinblick auf die Festsetzung einer einheitlichen Tarifstruktur in der Wallonischen Region teilzunehmen, wie auch eine wallonische Regelung der Wasserlieferung einzuführen;
- in der rationellen Vorgehensweise bei den Entscheidungen zur Benutzung und zum Einsatz der zu Trinkwasser aufbereitbaren Wasserressourcen, mit dem Aufbau einer den verschiedenen Betreibern gemeinsamen Methodik, die auf die optimale Bewirtschaftung der Kostenzentren abzielt;
- in der Strategie und den Strukturen im Hinblick auf die Entwicklung eines Industriesektors des Wassers in der Wallonie, sowie in der Berufsausbildung im Bereich des Wassers.

Der Ausbau einer integrierten Bewirtschaftung je Einzugsgebiet und Zwischeneinzugsgebiet in der Wallonischen Region soll der WWG ermöglichen, zu einer globaleren Betrachtungsweise des Wasserkreislaufs beizutragen. In diesem Rahmen muss die Gesellschaft in Sachen Wasserversorgung anregende Aktionen führen, um dieser Politik eine höchstmögliche Wirksamkeit auf dem von ihr versorgten Gebiet zu geben.

Was insbesondere die Wassergewinnung in der Wallonischen Region betrifft, hat die gegenwärtige Aufteilung des Sektors die Wallonische Regierung dazu geführt, sich auf allgemeine Umstrukturierungsziele festzulegen.

Da die Wassergewinnung eine grundlegende Aufgabe öffentlichen Dienstes ist, zu der die WWG einen erheblichen Beitrag leistet, möchte die Gesellschaft deutlich ihre Absicht zum Ausdruck geben, der Katalysator einer großen Wassergewinnungsgesellschaft zu sein, wobei die betroffenen Akteure optimal mit einbezogen werden.

Die Einrichtung einer einzigen Wassergewinnungsgesellschaft, die darauf bedacht ist, eine homogenere Struktur des Wassersektors in der Wallonie anzustreben, wird der Wallonischen Region ebenfalls ermöglichen, die von der europäischen Union in diesem Bereich festgesetzten Qualitätsziele leichter zu erreichen.

Durch die Gewährleistung einer Übereinstimmung zwischen den Strukturen der Geschäftsführungsverträge der SPGE und der WWG, wird außerdem eine integrierte Konzeption auf Ebene dieser beiden Betreiber gefördert. Die Aufgaben der einen und anderen werden somit deutlich in ein und derselben Inangriffnahme der Bewirtschaftung des anthropogenen Wasserkreislaufs definiert.

### KAPITEL III — Aufgaben öffentlichen Dienstes der WWG

Die WWG wird mit folgenden Aufgaben öffentlichen Dienstes beauftragt:

1. die Wassergewinnung;
2. die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
3. der Schutz der Ressourcen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser im Rahmen der Aufgaben, mit denen die SPGE durch Artikel 6, § 2, 2° des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" beauftragt wird;

4. die Erfüllung von allen Verpflichtungen, die die mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Anforderungen bewirkt haben;

5. die Durchführung jeder den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festsetzung, der Einziehung, der Beitreibung, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern anvertrauten Aufgabe;

6. die in Sachen Trinkwasserversorgung zu leistenden Dienste sozialer oder humanitärer Art.

Diese ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeführten Aufgaben öffentlichen Dienstes bilden die vorrangigen Aufgaben der WWG.

Allgemein betrachtet kann die WWG der Regierung alle von ihr als angemessen erachteten Vorschläge im Rahmen ihrer Aufgaben unterbreiten. Was die vorschriftsmäßigen Maßnahmen betrifft, so fallen diese ausschließlich unter die Zuständigkeit der Regierung.

#### KAPITEL IV — *Verpflichtungen der WWG*

##### Modalitäten zur Durchführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes

- Gewährleistung eines Kundendienstes von Qualität mit der Garantie:
  - der Kontinuität der Wasserversorgung, außer im Falle höherer Gewalt, einer Panne, eines Unfalls oder der Nichtbeachtung der Bestimmungen der Wasserlieferungsregelung;
  - der Organisation alternativer Mittel, die es ermöglichen, im Falle einer Unterbrechung der Wasserlieferung von mehr als acht Stunden den lebensnotwendigen Bedarf der Kunden zu decken;
  - eines Drucks an der Wasserlieferungsstelle in statischer Lage zwischen 2 und 10 Bar unter normalen Versorgungsbedingungen. Was die Anschlüsse betrifft, die nicht über einen Druck zwischen diesen Werten verfügen (am 1. Januar 2002 etwa 20.000 Anschlüsse von 737.000 versorgten Anschlüssen), verpflichtet sich die WWG, von außergewöhnlichen Situationen abgesehen (Abweichungen und Einzelfälle), Maßnahmen zu treffen, durch die dieser Überschuss verringert werden kann, und zwar bis zu 5% jährlich;
  - einer Wasserlieferung, die in Sachen Wasserqualität die durch die geltende Regelung vorgesehenen Parameter beachtet. Im Falle der Feststellung eines Problems in Zusammenhang mit einer Nichtübereinstimmung, verpflichtet sich die WWG, alle Vorkehrungen zu treffen, um dem unverzüglich Abhilfe zu verschaffen und die Behörden und betroffene Bevölkerung davon in Kenntnis zu setzen. Eine alternative Versorgung kann gegebenenfalls sichergestellt werden.

- Weiterführung einer aktiven Politik zur Verbesserung des Ertrags der Versorgungsnetze mit Aussicht auf die Erreichung bis zum 31. Dezember 2004 eines allgemeinen Ertrags von 75%, unter Vorbehalt der örtlichen Besonderheiten, die beispielsweise von einer Abnahme des Verbrauchs herrühren, oder der allgemeinen Besonderheiten, die insbesondere auf außergewöhnliche, unvorhersehbare oder Umstände höherer Gewalt zurückzuführen sind;
- Festlegung für Ende 2003 eines Verfahrens zur Bestimmung einer Erneuerungsquote der Netze in Übereinstimmung mit deren Lebensdauer und den Abschreibungsregeln und konkrete Einführung dieser Quote vor Ort ab dem Vertragsjahr 2004;
- Ausarbeitung bis Ende 2004 eines Leitschemas je Wassergewinnungs- oder -versorgungseinheit und je Zwischengebiet, in dem die erforderlichen Investitionen vorgesehen werden, mit deren Begründung, sowie eine Studie über deren finanzielle und wirtschaftliche Durchführbarkeit als Unterstützung;
- Ausarbeitung bis Ende 2003 und Durchführung eines Plans zur Renovierung und Unterhaltung der bestehenden Gebäude und Anlagen;
- Förderung der Gemeinschaftsaufträge für die Straßenarbeiten, um die Unannehmlichkeiten für die Anwohner einzuschränken und größenbedingte Kosteneinsparungen zu erzielen;
- Ausarbeitung bis Ende 2003 eines beschleunigten allgemeinen Ausrüstungsplans für die Einrichtung von Fernbedienungsanlagen;
- Studien, Durchführungen und Weiterbearbeitungen von Projekten zur Behandlung des Wassers, wenn zuvor die Vorbeugungsmaßnahmen auf Ebene der Qualität des Wassers unzureichend oder unwirksam sind;
- Gründung einer Studienvereinigung ab der Unterzeichnung des Geschäftsführungsvertrags, die auf die Gründung einer einzigen regionalen Wassergewinnungsgesellschaft abzielt;
- Gründung für Ende 2003 einer öffentlichen regionalorientierten Wassergewinnungsgesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung am Kapital der WWG, unter optimaler Miteinbeziehung der gesamten betroffenen Akteure und Gewährleistung der gerechten Repräsentativität eines jeden Partners.
- Beitrag zur Einführung in Sachen Wasserversorgung von dezentralisierten Strukturen, die besser an die Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs je Einzugsgebiet oder Zwischengebiet angepasst sind.

##### Grundsätze zur Bestimmung der Tarife:

- Anwendung ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Vertrags eines Produktionseinheitspreises, unbeschadet der Vereinbarungen oder Sonderverträge;
- Berücksichtigung der gesamten Realkosten, um die Anwendung des tatsächlichen Kostenpreises zu gewährleisten;
- Bestimmung einer einzigen Tarifstruktur für die Wasserversorgung auf der Grundlage des tatsächlichen Kostenpreises;
- Anregung der Teilhaber zur Rationalisierung der Anzahl Wasserversorgungsdienste, insbesondere durch die Investitionspolitik;
- Schrittweise Einführung eines mit dem tatsächlichen Kostenpreis übereinstimmenden vereinheitlichten Wasserversorgungstarifs als unerlässliche Etappe zum Einheitstarif.

##### Von der Gesellschaft in ihren Beziehungen mit den Benutzern zu berücksichtigende Grundsätze

- Optimierung der Qualität des Kundendienstes und der Verfahren, die in den Kontakten, ungeachtet deren Form (brieflich, telefonisch, vor Ort,...) mit den Benutzern einzuhalten sind, und Kontrolle der Einhaltung dieser Verfahren durch die Bediensteten;
- Verbesserung der Lesbarkeit der Wasserrechnung, mit Einfügung des Wasserverbrauchs des Vorjahres und Angabe für Anfang 2004 der Informationen, die es dem Benutzer erlauben, die Entwicklung seines Verbrauchs über mehrere Jahre hinaus zu beurteilen;

- Verbesserung und Vereinheitlichung des Schriftverkehrs durch die Einführung für Ende 2003 einer Software zur Verwaltung der elektronischen Post in den gesamten Dienststellen der Gesellschaft;
- Fortbildung der Bediensteten in Sachen Kontakt mit der Kundschaft;
- Aufstellung für Ende 2003 von Leistungskriterien in der Kundenverwaltung;
- Officialisierung für Ende 2002 einer Zelle für die Verwaltung der Beschwerden mit bevorzugtem Ansprechpartner;
- Verbreitung mindestens einmal im Jahr von Informationen an die Kundschaft, insbesondere in Sachen Qualität des Leitungswassers und regelmäßige Erinnerung an Ratschläge, unter anderem über private Inneneinrichtungen und die vernünftige Benutzung des Wassers;
- Höchst weitgehende und schnelle Information der betroffenen Anwohner und Kunden bei Eingriffen auf dem Versorgungsnetz (im Falle von vorhersehbaren Versorgungsunterbrechungen müssen die Anwohner und Kunden mindestens 48 Stunden im Voraus informiert werden);
- Durchführung der gewöhnlichen neuen Anschlüsse innerhalb von zwanzig Werktagen nach Einreichung des Antrags ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags;
- Festlegung und Einhaltung der Fristen für die Eingriffe auf das Versorgungsnetz im Falle einer Panne, Durchführung der neuen industriellen und Sonderanschlüsse und der bis Ende 2003 zu formalisierenden Netzerweiterungen;
- Ständige Aktualisierung und Ausbau der Webseite der WWG mit Zurverfügungstellung von Informationen allgemeiner Art über die Gesellschaft, der geltenden Regelung, Möglichkeit der Visualisierung der letzten Rechnung, Ausbau interaktiver Formulare, mittels derer die Kunden, die es wünschen, unter anderem ein Abonnement, einen Kontoabschluss beantragen oder auch über dem Wege der Informatik eine Änderung des Benutzers mitteilen können.

#### Finanzielle Struktur der Gesellschaft

- Optimierung der analytischen Buchführung je Betriebsanlage und/oder -gelände für die Wassergewinnung und je Versorgungsdienst und/oder -zone für die Wasserversorgung;
- Entwicklung der vorausschauenden Haushaltsbuchführung und Einrichtung für Ende 2002 einer Zelle für Verwaltungskontrolle;
- Zustimmung der Gesellschaft zur Politik zur Einführung eines auf die gesamten Wassergewinner und -versorger verbreiteten allgemeinen Kontenplans;
- Angabe der Regeln zur Benutzung der Eigenmittel, zur Begleichung der Gemeindkosten und zur Verteilung der Aktivsaldos und Übernahme der Debetsaldos.

#### Indikatoren, welche die vierteljährliche Übersichtstabelle enthalten muss

Die Indikatoren, die die vierteljährliche Übersichtstabelle enthalten muss, sind folgende:

- Anzahl der erzeugten, gekauften, gelieferten, an andere Betreiber verkauften m<sup>3</sup>;
- Anzahl der ausgegebenen "Verbraucherrechnungen" und angerechnete Beträge;
- Uneinbringliche "Wasserverkaufsbeträge";
- Bereitstellungsniveau der Investitionen (Schutz, Wassergewinnung, Wasserversorgung);
- Erwerbsvolumen (Lager, Dienstleistungen und Güter jeglicher Art);
- Lagerumschlagsgeschwindigkeit;
- Anzahl Wasseranalysen;
- Situation des Personals;
- Finanzlage und Geldanlagen.

Die Regierungskommissare müssen diese Indikatoren den zuständigen Ministern innerhalb des Monats übermitteln, der auf ihre Vorlegung im Verwaltungsrat folgt. Dies gilt ebenfalls für bedeutende betriebliche Tatbestände. Jährlich werden die vierteljährlichen Übersichtstabellen gleichzeitig mit der Übermittlung des in Kapitel IX erwähnten jährlichen Bewertungsberichts von der WWG an die Regierung übermittelt.

#### Qualität

- Aktive Weiterführung der Bestimmung und Anwendung der Verfahren;
- Entwicklung einer Politik der Qualitätsverwaltung durch die Einführung von Zertifizierungen (ISO 9001 für alle Sektoren der Gesellschaft für Anfang 2004);
- Berücksichtigung der umweltbezogenen Aspekte in der Verwaltung der Gesellschaft und Erzielung von Zertifizierungen EMAS für das Planungsbüro für Ende 2003;
- Erhaltung der Akkreditierung des Labors (ISO 17025).

#### Kommunikation, Öffentlichkeitsarbeit

- Optimierung des Images der WWG durch regelmäßige Informationen an die verschiedenen Medien;
- Ausarbeitung und Einsetzung einer Kommunikationscharta mit den Teilhabern und den anderen Behörden;
- Formalisierung der Übermittlung an die regionalen Behörden von Daten, Denkschriften, Berichten oder Gutachten, die ein besseres Verständnis des Sektors ermöglichen.

#### KAPITEL V — Nebenaufgaben der WWG

Parallel zu ihren vorrangigen Aufgaben, kann die WWG mit anderen Aufgaben und Rollen beauftragt werden, die, obwohl sie nicht direkt in den Anwendungsbereich des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags fallen, dennoch Einwirkungen auf die globale Verwaltung der Gesellschaft haben können und es demnach verdienen, als Verpflichtungen der WWG angegeben zu werden.

Es handelt sich insbesondere um:

- die Entwicklung der Politik zur Aufwertung des Know-Hows der Gesellschaft in Sachen Beratung, Ratschlägen an die Kundschaft, Dienstleistungen für Rechnung von Drittpersonen und operationelle Verwaltung des Wasserkreislaufs, unter anderem auf Ebene ihrer Aufgaben im Ausland;
- die Ermittlung und Einrichtung von Partnerschaften mit Planungsbüros, herkömmlichen Ingenieurbüros und Universitäten;
- die Einbeziehung der WWG im Polygon des Wassers;



- die Formalisierung eines einheitlichen operationellen Rahmens der Beziehungen der Gesellschaft mit den anderen Betreibern;
- die Beteiligung an verschiedenen Ausschüssen oder Einrichtungen im Rahmen der wallonischen Politik im Wassersektor und die Einbeziehung in die von der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik empfohlene Bürgerbeteiligung.

#### KAPITEL VI — *Personal*

Die Umgestaltung der WWG und die sich daraus ergebende Modernisierung der Verwaltung können ohne die unerlässliche Unterstützung des Personals der Gesellschaft nicht von Erfolg gekrönt sein.

Die in Sachen Verwaltung der menschlichen Ressourcen geführte Politik muss sich zwangsläufig auf drei Hauptachsen stützen: Motivation, Aufwertung und ständige Miteinbeziehung der Bediensteten in die Verwaltung der Gesellschaft.

Mit dem Ziel, eine Rationalisierung des Wassersektors in der Wallonie anzustreben, ein von den gesamten Bestimmungen innerhalb des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags angestrebtes Ziel, verpflichtet sich die WWG außerdem, eine dynamische Politik der Personalverwaltung zu führen, und zwar in der Perspektive der Erzielung einer Vereinheitlichung der Rechte und Pflichten des Personals zwischen den verschiedenen Akteuren des Wassergewinnungs- und -versorgungssektors.

Zu diesem Zweck bringt die WWG im Laufe mehrerer Geschäftsjahre und insofern dies möglich ist, die Begünstigungen und Gehaltstabellen des Personals in Übereinstimmung mit denjenigen, die in den Interkommunalen des Sektors gelten, wobei sie die Lohnzuschläge (Renten, Prämien,...) sowie die Anzahl beschäftigter Bediensteter im Verhältnis zur Anzahl versorgter Anschlüsse berücksichtigt.

Die WWG genehmigt das Statut des Personals in Übereinstimmung mit den dekretalen Bestimmungen zur Organisierung der Verhandlungen innerhalb des Sektorenausschusses XVI in einem Sonderausschuss, sowie die Arbeitsregelung im Laufe des Jahres 2002. Diese Sachlage ermöglicht eine rasche Integration der Personalmitglieder der ehemaligen "ERPE" ("Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung)), die es wünschen, gemäß dem Vereinbarungsprotokoll Nr. 315 des Sektorenausschusses XVI.

Die WWG führt eine aktive Politik der Verwaltung der menschlichen Ressourcen und bildet ihre Bediensteten aus. Ein jährlicher allgemeiner Ausbildungsplan wird verabschiedet und durchgeführt. Das Führungspersonal der Gesellschaft wird außerdem ständig weitergebildet und auf der Grundlage eines "Managements by objectives" (Unternehmensführung durch Zielvereinbarungen) bewertet.

Die WWG sorgt für die Beachtung des durch das Gesetz vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, und durch dessen Durchführungserlasse geregelten Gewerkschaftsstatuts.

Die Gesellschaft schenkt der juristischen Konsolidierung der Rentenkasse, sowie der regelmäßigen Erhöhung der Deckung der Rentenkosten ihre besondere Aufmerksamkeit.

Schließlich wird eine regelmäßige Information über die Zielsetzungen und Verpflichtungen des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags, sowie über deren Bewertung gewährleistet.

#### KAPITEL VII — *Verpflichtungen der Wallonischen Region*

##### Allgemeine Maßnahmen

Allgemeine, sich auf die gesamten Wassergewinner und -versorger beziehende Maßnahmen

- Führung einer Politik zur Anregung, Unterstützung und Hilfeleistung entgegen der Betreiber im Hinblick auf die Einrichtung einer einzigen Wassergewinnungsgesellschaft in der Wallonischen Region;
- Übernahme in Gerechtigkeit mit den durch einen Geschäftsführungsvertrag mit der Wallonischen Region gebundenen Wassergewinnern-Wasserversorgern der Mehrkosten, welche die WWG infolge eines Beschlusses der Wallonischen Region auslegen müsste, um die Qualität des öffentlichen Dienstes zu bewahren;
- Ausarbeitung eines Entwurfs für eine Wasserlieferungsregelung, in der allgemeine Bedingungen zum Wasserverkauf festgelegt werden, welche die gesamten Betreiber des Sektors betreffen, darunter die Modalitäten für die universelle Wasserlieferung;
- Sicherstellung der Finanzmittel im Falle der Einführung einer kostenlosen Mindestlieferung, damit die Kosten der Maßnahme gedeckt werden können;
- Durchführung aller nützlichen Interventionen entgegen der in Sachen Tarifierung zuständigen Behörden;
- Verfassung eines Orientierungsdokuments über die sozialen Tarifmaßnahmen (progressive Tarifierung);
- Treffen aller erforderlichen Maßnahmen in den Dekreten und Verordnungen, um den Bauherren und Grundstückerschließern die Ausrüstungspflicht in Sachen Wasserversorgung aufzuerlegen;
- Aufstellung eines auf die gesamten Wassergewinner-Wasserversorger des Sektors anwendbaren allgemeinen Kontenplans;
- Führung einer proaktiven Politik in Sachen Preisvereinheitlichung.

Allgemeine, sich ausschließlich auf die WWG beziehende Maßnahmen

- Dafür Sorge tragen, dass jeglicher Beschluss oder jegliche angewandte Politik weder die Durchführung der Aufgaben behindert, mit denen die WWG durch das Dekret, die Satzungen oder den vorliegenden Geschäftsführungsvertrag betraut ist, noch die Tätigkeit der Gesellschaft gefährden kann;
- Durchführung der Übertragung des Personals der ehemaligen "ERPE" unter Einhaltung des Dekrets vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" und des am 6. Juli 2000 aufgestellten Vereinbarungsprotokolls Nr. 315 des Sektorenausschusses XVI;
- Einsetzung des Sonderausschusses innerhalb des Sektorenausschusses XVI im Rahmen der durch dasselbe Dekret in Sachen Satzungen, Personalbestand und Arbeitsregelung auf die WWG übertragenen Autonomie;
- Sicherstellung der Finanzmittel für die spezifischen und besonderen Aufgaben, die der WWG anvertraut würden;
- Vorschlag an den Wallonischen Regionalrat von Maßnahmen, welche die Erzielung der juristischen Konsolidierung der Pensionskassen ermöglichen.

Allgemeine Schutzmaßnahmen in Verbindung mit den von der Gesellschaft betriebenen Wasserentnahmestellen

- Durchführenlassen des Programms zum Schutz der Wasserentnahmestellen 2000-2004 der "SPGE" innerhalb der erforderlichen Fristen;
- Dafür Sorge tragen, dass das nächste, von der "SPGE" verabschiedete Investitionsprogramm Maßnahmen zum Schutz der von den WWG betriebenen Wasserentnahmestellen enthält;
- Beschleunigung des Rhythmus der Überprüfung und Revision der von der WWG eingereichten Akten zur Beantragung der Genehmigung zur Wasserentnahme, sowie der Bearbeitung der Akten zur Abgrenzung der von der WWG betriebenen Schutzzonen.

#### Kontrolle des Zugangs zu alternativen Wasserressourcen

- Entwicklung und Nutzung aller verfügbaren Mittel, um ein System für einen gerechten Beitrag des Bürgers zum tatsächlichen Kostenpreis des Wassers einzuführen;
- Treffen der erforderlichen Maßnahmen, damit die gesamten Volumen der abgeleiteten Abwässer zum tatsächlichen Kostenpreis beitragen.

#### Kommunikation

- Erleichterung des Zugangs zu ihren den Wassersektor betreffenden Datenbanken;
- Erinnerung an die ausschlaggebende Rolle des Leitungswassers in der Politik des Gesundheitswesens und der öffentlichen Hygiene;
- Verstärkung der Kommunikations- und Sensibilisierungsaktionen im Hinblick auf die Förderung der schonenden Benutzung des Leitungswassers, wobei auch dessen Nahrungseigenschaften hervorzuheben sind.

### KAPITEL VIII — Kontrolle

Es werden drei Arten von Indizien für die Kontrolle der von den Parteien im Rahmen dieses Vertrags eingegangenen Verpflichtungen angewandt:

#### 1. WIRKSAMKEIT

Die Kontrolle der im Verhältnis zu den ausgehandelten Zielsetzungen erzielten Ergebnisse bilden die erste Bewertungsphase.

Die Indikatoren, welche die Grundlage der Bewertung bilden, sind folgende:

* Investitionsquote (Wasserversorgung und -gewinnung)	=	$\frac{\text{ausgeführte Zahlungsanweisungen}}{\text{Verpflichtungen - Jahres- und 5-Jahresprogramm}}$
* Schutzquote	=	$\frac{\text{Anzahl geschützter Wasserentnahmestellen}}{\text{Anzahl der zu schützenden Wasserentnahmestellen}}$
* Durchführungsquote	=	$\frac{\text{Anzahl der fristgemäß durchgeführten Anschlüsse}}{\text{Anzahl der durchgeführten Anschlüsse}}$
* Finanzieller Ertrag des Netzes	=	$\frac{\text{verbrauchtes Volumen Kunde + verkauftes Volumen Drittpersonen}}{\text{zur Verfügung gestelltes Volumen + Netzanfang bei Drittpersonen gekauftes Volumen}}$
* Linearer Index der nicht registrierten Volumen	=	$\frac{\text{nicht registriertes tägliches Wasservolumen}}{\text{Gesamtlänge der Kanalisationen}}$

- nicht registriertes tägliches Wasservolumen:

jährliches Volumen gewonnenen Wassers + jährliches "en gros" gekauftes Wasservolumen – jährliches verkauftes Wasservolumen (Privatleute und andere Versorger) geteilt durch 365 Tage

- Länge der Kanalisationen:

Länge der Wassergewinnungs-, Wasserversorgungsleitungen, Sonderanschlüsse (Durchschnittslänge WWG: 12 m)

* Anschlussquote	=	$\frac{\text{Anzahl Anschlüsse}}{\text{Kilometerzahl der Versorgungsleitungen}}$
* Beschäftigungsquote	=	$\frac{\text{Anzahl Bedienstete}}{\text{Anzahl Anschlüsse}}$

*	Dienstquote	=	$\frac{\text{Anzahl Anschlüsse in Dienstunterbrechung > 6 Stunden}}{\text{Gesamtzahl der Anschlüsse}}$
*	Qualitätsquote	=	$\frac{(\text{Gesamtzahl der Anschlüsse} \times 365 \text{ Tage}) - (\text{Anzahl der nichtkonformen Anschlüsse} \times \text{Anzahl der nichtkonformen Tage})}{\text{Gesamtzahl der Anschlüsse} \times 365 \text{ Tage}}$
*	Konformitätsquote	=	$\frac{\text{Anzahl konformer Probeentnahmen}}{\text{Gesamtzahl der Probeentnahmen}}$

## 2. EFFIZIENZ

Durch die Kontrolle der Effizienz kann das Niveau der eingesetzten Mittel im Verhältnis zu den erzielten Ergebnissen bewertet werden.

Die nachstehenden Indikatoren werden jährlich erstellt und bewertet:

- Durchschnittskosten des gewonnenen m<sup>3</sup>;
- Durchschnittskosten des gelieferten m<sup>3</sup>;
- Kosten pro Dienst des gelieferten m<sup>3</sup>;
- Durchschnittskosten des Schutzes der Wasserentnahmestellen pro gewonnenes m<sup>3</sup>;
- Durchschnittskosten der Wassergewinnungsgelände pro gewonnenes m<sup>3</sup>;
- Durchschnittskosten der Wasserzuleitungen pro gewonnenes m<sup>3</sup>;
- Durchschnittskosten der Versorgungsnetze pro geliefertes m<sup>3</sup>;
- Durchschnittskosten des Personals pro gewonnenes, geliefertes m<sup>3</sup> und pro Anschluss.

## 3. RELEVANZ

Die Bewertung der Relevanz besteht in der Gegenüberstellung der eingesetzten Mittel mit den festgelegten Zielsetzungen. Was die WWG betrifft, bezieht sich die Kontrolle hauptsächlich auf das Niveau der Übereinstimmung zwischen den Erträgen und Lasten.

Folgende Quotienten werden jährlich erstellt und bewertet:

—	Gesamtlasten Wasserversorgung
—	Gesamterträge Wasserversorgung
—	Gesamtlasten Wassergewinnung
—	Gesamterträge Wassergewinnung

## 4. VERWALTUNGSKONTROLLE UND SPEZIFISCHE ANWENDUNGEN

- Die auf einer mehrjährigen Grundlage analysierten Indizien der Wirksamkeit, Effizienz und Relevanz dienen dem Verwaltungsrat als Basis zur Verabschiedung eines strategischen Plans zur Quantifizierung der Zielsetzungen, die für das folgende Geschäftsjahr zu erreichen sind.
- Die WWG vergleicht ständig und unter Berücksichtigung der verfügbaren Angaben den Leistungsstand, sowie denjenigen anderer belgischer und europäischer Akteure, die in demselben Sektor tätig sind.
- Die Regierung verfügt über die Kontrolle, so wie diese durch das Dekret bestimmt wird. In diesem Rahmen führen die beiden Kommissare ihre Aufgabe im Namen der Regierung aus und erstatten dieser Bericht.

### KAPITEL IX — Bewertung

\* Um die Bewertung der von den Parteien im Rahmen des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags eingegangenen Verpflichtungen zu ermöglichen, arbeitet der Verwaltungsrat der WWG einen Jahresbericht in Bezug auf das abgelaufene Geschäftsjahr aus, in dem unter anderem die Quotienten der Verwaltungskontrolle, sowie eine ausführliche Analyse der Quotientenergebnisse enthalten sind.

Der Bewertungsbericht wird zur Begutachtung einem Bewertungskollegium unterbreitet, das sich aus folgenden Personen zusammensetzt:

- dem Vorsitzenden oder einem Mitglied des Verwaltungsrats der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie), der den Vorsitz des Kollegiums führt;
- dem Vorsitzenden des Kontrollausschusses für Wasser;
- den beiden Kommissaren der Wallonischen Regierung.

Er wird dem Kollegium bis zum 15. März desjenigen Geschäftsjahres übermittelt, das auf das Geschäftsjahr folgt, auf das er sich bezieht.

Der Bericht des Verwaltungsrats und das Gutachten des Bewertungskollegiums werden dem Minister innerhalb des Monats übermittelt, der auf die ordentliche Generalversammlung folgt und zwar zum ersten Mal im Juni 2003. Der Minister übermittelt sie der Regierung und dem Wallonischen Regionalrat.

### KAPITEL X — Strafmaßnahmen

Wenn nach Ablauf eines Geschäftsjahres die durch den vorliegenden Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Verpflichtungen nicht eingehalten wurden, beraten die beiden Parteien miteinander über die zu treffenden Berichtigungsmaßnahmen und legen das Datum der nächsten Bewertung fest.

Zu diesem Datum können Strafmaßnahmen eingeleitet werden, wenn sie feststellen, dass diese Maßnahmen zu keinem Ergebnis geführt haben.

Die Regierung kann der WWG unter Kontrolle ihrer beiden Kommissare eine Neuorientierung ihrer Politik auferlegen, indem sie der Durchführung von in dem vorliegenden Vertrag festgelegten Zielsetzungen vorzugsweise einen zusätzlichen Betrag pro Geschäftsjahr widmet, der höchstens 1/50tel ihres Umsatzes entspricht.

Die Wallonische Region verpflichtet sich, der WWG keine Belastungen oder Verbindlichkeiten aufzuerlegen, die den anderen Akteuren des Sektors, welche die gleichen Aufgaben ausführen, nicht vorschriftsmäßig auferlegt würden. Falls diese Bestimmung nicht eingehalten wird und es sich um eine Forderung der Wallonischen Region handelt, ist die Letztgenannte ungeachtet des Stands der Rücklagen und deren Zweckbestimmung einen den nach der Abschätzung der Sachverständigen auferlegten Mehrkosten entsprechenden Betrag schuldig.

Auf keinen Fall dürfen diese Strafmaßnahmen die Rechte beeinträchtigen, über die die Drittpersonen aufgrund der Durchführung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags verfügen.

Die Parteien dürfen aufgrund der Nichtdurchführung ihrer Aufgaben weder mit jeglichen, von dem vorliegenden Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Strafmaßnahmen belastet, noch zur Zahlung von Schadenersatz verpflichtet werden, wenn diese Nichtdurchführung die Folge eines Zufalls oder eines Falles höherer Gewalt ist oder sich aus dem Mangel an Finanzmitteln, aus der Folge einer ihr auferlegten Haushalts- oder Tarifpolitik oder auch aus gerichtlichen oder vorschriftsmäßigen Beschlüssen ergibt, die die Durchführung untersagen.

#### KAPITEL XI — *Rechnungsprüfer der WWG*

\* Die Aufgaben des Kollegiums der Rechnungsprüfer werden gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften ausgeführt. Ihre Handlungsmöglichkeiten sind diejenigen, die dasselbe Gesetzbuch den Rechnungsprüfern zuteilt;

- Das von der Generalversammlung der Gesellschafter bezeichnete Mitglied des Kollegiums der Rechnungsprüfer ist Vorsitzender und übt die Eigenschaft als Rechnungsrevisor aus;
- Die Rechnungsprüfer erhalten ein erneuerbares Mandat von drei Jahren;
- Die Entlohnungen des Rechnungsrevisors werden von der Generalversammlung gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften festgelegt; jedem der beiden anderen Mitgliedern des Kollegiums wird ein Jahresbetrag von € 11.400 (BEF 459 874,86) zugeteilt.

#### KAPITEL XII — *Sonstige Bestimmungen*

Für jegliches Problem bezüglich der Durchführung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags wird die Regierung durch den Minister vertreten.

Das Inkrafttreten des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags wird nach seiner Übermittlung an den Wallonischen Regionalrat durch den Minister und nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* wirksam.

### VERTALING

### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2002/27462]

#### Beheerscontract tussen de Waalse Regering en de « Société wallonne des Eaux » (Waalse Watermaatschappij)

Inhoudstafel :

- Hoofdstuk I : Inleiding
- Hoofdstuk II : Algemene bepalingen
- Hoofdstuk III : Openbare opdrachten van de « SWDE »
- Hoofdstuk IV : Verbintenissen van de « SWDE »
- Hoofdstuk V : Bijkomende opdrachten van de « SWDE »
- Hoofdstuk VI : Personeel
- Hoofdstuk VII : Verbintenissen van het Waalse Gewest
- Hoofdstuk VIII : Controle
- Hoofdstuk IX : Evaluatie
- Hoofdstuk X : Sancties
- Hoofdstuk XI : Rekeningcommissarissen van de « SWDE »
- Hoofdstuk XII : Diverse bepalingen

#### HOOFDSTUK I. — *Inleiding*

In de zin van dit contract wordt verstaan onder :

1. « Minister » : de Minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor het waterbeleid;
2. « SWDE » : de « Société wallonne des Eaux », opgericht bij het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij) en vallende onder het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau ».

##### 1. Context

De bepalingen van dit beheerscontract moeten gezien worden in een drievoudige context.

##### 1.1. Gewestelijke beleidsverklaring Wallonie Horizon 2004

In deze verklaring staat het volgende te lezen :

« Eén van de voornaamste rijkdommen van Wallonië is de waterkwaliteit. Het water moet beschermd worden en degenen die het verontreinigen, moeten voor de schade opkomen.

(...)

Het water moet beschermd worden door zuiver wetenschappelijke maatregelen te nemen voor de bescherming van de winningslagen en door de kwaliteit van de waterlopen te verbeteren via een geïntegreerd beheer per bekken.

*Voor de gezinnen zal de Regering aansporen tot tarifaire en reglementaire maatregelen met het oog op een zuinig watergebruik. De Regering zal zorgen voor de harmonisatie van de waterprijs (productie en voorziening) door het solidariteitsprincipe in acht te nemen, billijke tarieven toe te passen en een minimale voorziening te waarborgen.*

Het decreet betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" beoogt de responsabilisering van alle actoren. De Regering zal zorgen voor een vermeerdering van de investeringen om de creatie van een industriële waterfilière in Wallonië te bevorderen. In deze context zal een bijzondere inspanning geleverd worden om de ontwikkeling van de Waalse watertechnologieën te bevorderen.

Er moet gezocht worden naar samenwerkingsverbanden met het Brussels Gewest en met de aangrenzende regio's. »

#### 1.2. Het toekomstcontract voor Wallonië

Het toekomstcontract bevat o.a. de volgende doelstellingen :

- toepassing van het preventiebeginsel dat met name een rationeel gebruik van de hulpbron beoogt, waterbesparingen bevordert en aanzet tot ecologische gedragen bij het hanteren van polluenten;
- harmonisatie van de waterprijs (bepaling van een uniforme tariefstructuur door de Regering en vervolgens van een eenheidsprijs voor waterproductie, aansporing van de betrokken instellingen om te streven naar een eenheidsprijs voor waterdistributie);
- oprichting van een Waals sociaal waterfonds dat zijn financiële middelen in de geharmoniseerde tariefstructuur zou vinden;
- de invoering van een minimale voorziening in de geest van de Verklaring van Rio van 1992, waarbij elke inwoner gratis dezelfde hoeveelheid krijgt;
- de omzetting van de richtlijn betreffende de kwaliteit van het water bestemd voor menselijk gebruik;
- de toepassing van het principe verontreiniger-betaler;
- het beheer per hydrografisch bekken en onderbekken;
- de toenadering van de actoren uit de watersector binnen nieuwe of bestaande entiteiten;
- een grotere samenwerking met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de aangrenzende regio's;
- een reële bescherming van de grondwaterlagen.

Sommige van de bovenvermelde punten hebben reeds aanzienlijke vorderingen gemaakt sinds de bekendmaking van het Toekomstcontract voor Wallonië in januari 2000.

#### 1.3. Decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau ».

Het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » is de wettekst die ten grondslag ligt aan het beheerscontract.

In de memorie van toelichting bij dat decreet staat met name het volgende :

*« Dit ontwerp van decreet spitst zich toe op twee hoofdlijnen, meer bepaald de toenadering van de actoren uit de watersector en de harmonisatie van de prijs van het water. Het beoogt de bevordering van samenwerkingsverbanden (...) inzake waterproductie en -distributie, waarbij de grondslag zal worden gelegd voor een gewestelijke waterproductie maatschappij die, in samenwerking met de andere producenten, de Waalse Regering zal helpen bij het bepalen van een eenheidsprijs voor waterdistributie die veel rechtvaardiger is dan de huidige tarieven.*

(...)

*De « SWDE » geniet geen enkel specifiek voordeel of voorrecht t.o.v. de andere waterproducenten en -leveranciers. Anderzijds moet ze ook niet meer verplichtingen opgelegd krijgen dan de gelijkaardige operatoren.*

(...)

*Met ongeveer 737.297 bestaande aansluitingen, in beheer of in eigendom, zorgt de « SWDE » voor de voorziening van ongeveer 60 % van de Waalse bevolking. De laatste jaren is haar activiteit steeds toegenomen en de Regering wil dat ze in de toekomst als katalysator fungeert voor een grote waterproductie maatschappij waarin de betrokken actoren op optimale wijze verenigd worden, en dat ze één van de voornaamste motoren wordt voor het beheer van de waterdistributie op het vlak van het hydrografisch onderbekken, dat de Regering tijdens haar zitting van 3 februari 2000 heeft aangewezen als de operationele eenheid voor het geïntegreerde beleid van de waterkringloop.*

(...)

*Om de watersector zo rationeel mogelijk aan te pakken is het de bedoeling de « SWDE » autonomie te verlenen op grond van een beheerscontract. Er wordt zoveel mogelijk gestreefd naar parallelisme met de configuratie van het beheerscontract van de « SPGE ». Het beheerscontract zal het bedrijf de nodige souplesse geven om het hoofd te kunnen bieden aan de uitdagingen die eigen zijn aan een concurrentiële sector. Het bevat de modaliteiten voor de uitvoering van de openbare opdrachten van de Maatschappij, precificeert de verplichtingen van het Waalse Gewest en van de « SWDE » en voert alle instrumenten in die nodig zijn om na te gaan of ze haar verplichtingen nakomt.*

(...)

*Tot slot, dit ontwerp van decreet heeft als doel de « SWDE » te laten kaderen met de strategische logica van de Regering, van haar een belangrijke operator van de sector te maken om de doelstellingen van het toekomstcontract voor Wallonië te kunnen concretiseren en haar tegelijkertijd autonomie te waarborgen door het invoeren van een beheerscontract en van een controle die door twee regeringscommissarissen zal worden uitgeoefend zodat ze voldoende soepel zal zijn om het hoofd te bieden aan de uitdagingen van de 21<sup>e</sup> eeuw ».*

## 2. PRINCIEPEN

Om de principes van bovenbedoeld decreet in acht te nemen en ze volgens de geest van de gewestelijke beleidsverklaring en van het toekomstcontract voor Wallonië toe te passen hebben de Regering en de « SWDE » besloten een beheerscontract aan te gaan overeenkomstig artikel 9 van het decreet.

Van meetaf aan valt evenwel op te merken dat, in de context die resulteert uit de bepalingen van het decreet en waarin de partijen financieel onafhankelijk zijn van elkaar, het beheerscontract een volkomen specifieke draagwijdte zal hebben in vergelijking met de toestand in een traditioneel autonoom openbaar bedrijf.

Het beheerscontract moet beschouwd worden als een strategisch plan met een reeks doelstellingen die beide partijen zich tegen het jaar 2005 eigen moeten maken of bereiken. Daartoe zijn ze vrij zijn middelen te gebruiken die ze wensen.

De uitvoeringsmodaliteiten en de timing van bepaalde doelstellingen kunnen eventueel in aanhangsels vastgelegd worden.

Er dient ook rekening te worden gehouden met het evolutieve karakter van de sector, die ruim afhankelijk is van het Europese recht en van de omzetting daarvan in het gewestelijke recht (vb.: er wordt gewerkt aan de omzetting van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid). Men moet dus blijk geven van souplesse bij het bepalen van de doelstellingen en rekening houden met dat gegeven bij de evaluatie van de uitvoering van het beheerscontract.

Het doel van de "SWDE" en meer bepaald de haar toegewezen openbare opdrachten liggen vast in het beheerscontract.

Luidens artikel 7 van het decreet « *staat de Maatschappij in voor* :

- *de waterproductie;*
- *de watervoorziening via leidingen;*
- *de bescherming van de grondwaterbronnen;*
- *elke handeling betreffende de waterkringloop.* »

De openbare opdrachten van de Maatschappij, die uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest worden vervuld, worden opgesomd in artikel 8 van het decreet, met name :

« *1° de waterproductie;*

*2° de watervoorziening via leidingen;*

*3° de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water in het kader van de opdrachten die aan de « SPGE » worden toevertrouwd bij artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau »;*

*4° de nakoming van alle verplichtingen voortvloeiend uit wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;*

*5° het vervullen van elke opdracht die aan de verdelers toevertrouwd wordt in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;*

*6° de dienstverleningen van sociale of humanitaire aard inzake de drinkwatervoorziening.* »

Naast de verplichtingen betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de openbare opdrachten van de « SWDE » bepaalt het beheerscontract de verplichtingen betreffende :

« — *de vastlegging van de tarieven voor diensten verleend in het kader van haar openbare opdrachten;*

— *de principes die de Maatschappij in acht moet nemen i.v.m. haar betrekkingen met de begunstigen van de openbare dienstverleningen;*

— *haar financiële structuur;*

— *de indicatoren die in het driemaandelijks situatie-overzicht moeten voorkomen, alsmede de termijnen waarbinnen het aan de Regering moet worden overgemaakt.* »

« *Het beheerscontract bepaalt ook de verplichtingen van het Gewest i.v.m. :*

— *de algemene beschermingsmaatregelen betreffende de door de Maatschappij geëxploiteerde waterwinningen;*

— *de behandeling of de bijsturing van de door de Maatschappij ingediende dossiers m.b.t. de aanvragen om een waterwinningsvergunning;*

— *de controle op de toegang tot de alternatieve watervoorzieningsbronnen;*

— *de toegang tot zijn databanken betreffende de watersector en zijn medewerking aan alle communicatiemiddelen en alle andere middelen die het beheer van die sector kunnen verbeteren;*

— *de financiële verplichtingen voor specifieke of bijzondere opdrachten die het Gewest aan de Maatschappij toevertrouwt.* »

Bij het uitwerken van dit beheerscontract moet bovendien rekening worden gehouden met het dienstencontract voor de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water, dat de « SWDE » en de « SPGE » op 21 november 2000 hebben gesloten en dat de rol van beide partijen inzake de bescherming van de waterwinningen bepaalt. Luidens dat dienstencontract doet de « SWDE » een beroep op de diensten van de « SPGE » om haar wettelijke verplichtingen inzake de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water na te komen. Tegelijkertijd doet de « SPGE » een beroep op de diensten van de « SWDE » voor de uitvoering van de bijzondere maatregelen die betrekking hebben op de door haar geëxploiteerde waterwinningen en in haar beschermingsprogramma opgenomen zijn.

Het eerste beheerscontract wordt gesloten voor een periode die loopt tot 31 december 2005.

De Regering eist dat het contract bepaalt hoe de « SWDE » haar openbare opdrachten moet vervullen. Die opdrachten kunnen aangevuld worden met andere opdrachten die de Regering bepaalt.

## HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

### 2.1. Doel van het contract

Het contract bepaalt de lijst van de doelstellingen en verbintenissen die aan de partijen worden toegewezen na onderhandelingen in het kader van het geïntegreerd beheer van de watersector.

Het beheerscontract beoogt tegelijkertijd het meest rationele gebruik van de hulpbron en een optimale dienstverlening.

De contractuele relatie waarborgt de "SWDE" een beheersautonomie die verenigbaar is met de specificiteiten van haar juridisch statuut.

Het beheerscontract wordt jaarlijks geëvalueerd. Er zal worden nagegaan of de partijen hun verbintenissen nakomen en in welke mate de doelstellingen worden gehaald.

Daartoe moet een geordend geheel van indicatoren worden overgelegd op grond waarvan voor elke handeling om de in het beheerscontract bedoelde doelstellingen te bereiken de volgende parameters kunnen worden geëvalueerd :

- *doeltreffendheid : resultaten/doelstellingen*
- *doelmatigheid : middelen/resultaten;*
- *relevantie : middelen/doelstellingen.*

Het jaarlijks evaluatieverslag helpt de methode formaliseren en de maatregelen uitstippelen die nodig zijn om de doelstellingen te bereiken.

De evaluatie betreft met name de bescherming van de winplaatsen, de productie, de distributie, de investeringen en alle handelingen i.v.m. de waterkringloop.

## 2.2. Kenmerken van het contract

### A. MEERJARIGHEID

Het beheerscontract loopt tot 31 december 2005.

Alle doelstellingen die het beheerscontract aan de « SWDE » toewijst, zullen niet op die datum gehaald worden. De verplichtingen moeten gespreid worden over een periode die de vervaldatum van het eerste beheerscontract overschrijdt en de terreinimperatieven in overweging neemt.

### B. CONTINUÏTEIT

Het beheerscontract moet het principe van de continuïteit van de openbare dienst in acht nemen en mede instaan voor een duurzaam beheer van de hydraulische hulpbronnen.

### C. AANPASSING

Een optimaal waterbeheer vereist een constante aanpassing van de handelingen. Daarbij moet gezorgd worden voor de coördinatie van alle investeringen inzake bescherming, productie en distributie.

Het prijsbeleid moet nauwkeurig uitgestippeld worden met het oog op een optimale dienstverlening en op het vrijmaken van de nodige financiële middelen om te investeren in een duurzaam waterbeheer.

Rekening houdende met deze imperatieven kan dit contract d.m.v. aanhangsels gewijzigd of aangepast worden.

### D. WAARBORG VAN DE OPENBARE DIENST

De duurzame ontwikkeling van Wallonië steunt onder andere op een rationeel beheer van het water en op het behoud van de kwaliteit en hoeveelheid ervan.

De Regering waarborgt de burger een dienstverlening waarbij voldoende water tegen een minimumprijs ter beschikking wordt gesteld, zowel kwalitatief als kwantitatief. Het beheerscontract moet de optimalisering van die openbare dienst bevorderen via de bestaande instellingen, die zich naar de toekomstige reglementaire bepalingen moeten schikken.

### E. EIGEN DOELSTELLINGEN

Rekening houdende met de beheersautonomie van de Maatschappij en met de responsabilisering van de leiders die een mandaat van beperkte duur bekleden, wordt de inachtneming van bepaalde doelstellingen beoordeeld op grond van de verplichtingen die uitsluitend op de "SWDE" rusten, meer bepaald :

- haar vermogen om in de behoeften van de klanten (abonnees, gebruikers,...) te voorzien;
- haar bijdrage in kostenbesparingen, met name via een beleid dat een beter rendement van de netten beoogt;
- haar vermogen om een analytische boekhouding toe te passen per exploitatielijn en/of -site op het vlak van de productie en per dienst en/of zone op het vlak van de distributie;
- haar vastberadenheid om een previsionele begrotingsboekhouding met controlecijfers te ontwikkelen.

Ook de gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten worden betrokken bij de verbetering van de performantie. De statutaire regel voor de resultaatverdeling bepaalt immers dat na het aanleggen van een wettelijke reserve wat de distributiediensten betreft, 50 % van het saldo na advies van het adviescomité van de dienst waarvan ze deel uitmaken, gestort kan worden aan de gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten die inrichtings-, verbeterings-, vernieuwings- en verbouwingswerken hebben uitgevoerd, meer bepaald na uitvoering van wegeniswerken en werken in openbare gebouwen. Die werken moeten bijdragen tot een zuinig gebruik van het water en de kwaliteit ervan waarborgen.

Het aansporen tot groeperingen van vennoten binnen omvangrijke distributiediensten moet een betere adekwatie tussen investeringen en verleende diensten mogelijk maken. Daarbij moet de gemeentelijke autonomie in acht worden genomen.

### F Bijdrage in het waterbeleid van het Waalse Gewest

De belangrijke inspanning om de door de Europese Unie opgelegde kwaliteitsdoelstellingen te halen en de noodzaak een tarifair beleid uit te stippelen waarbij de reële waterprijs in aanmerking wordt genomen, vereisen een geïntegreerde en pertinente aanpak van het beheer van de waterkringloop.

In die context impliceert het beheerscontract dat de « SWDE » actief meewerkt :

- aan de bescherming van de hulpbron : de verbintenissen van de « SWDE » slaan op de bescherming van de waterhulpbronnen en op het zuinige gebruik van de verschillende bevoorradingsbronnen, waarbij samengewerkt moet worden met het waarnemingscentrum voor grondwater;
- aan het duurzaam maken van de werken voor waterproductie- en distributie door borg te staan voor hun vervanging en vernieuwing, met inachtneming van de boekhoudregels die stroken met de situatie op het terrein;
- aan de bepaling van een uniforme tariefstructuur voor de waterdistributie in Wallonië. Dit beheerscontract verzoekt de « SWDE » immers om actief deel te nemen aan de werkzaamheden die de bepaling van een homogene tariefstructuur in het Waalse Gewest beogen, en om een Waalse regelgeving inzake waterdistributie op te maken;
- aan rationale keuzes bij de ingebruikname en hantering van de hulpbronnen van tot drinkwater verwerkbaar water, waarbij structuur moet worden gegeven aan een methodologie die gemeen is aan de verschillende operatoren met het oog op de bepaling van het optimale beheer van de kosten centra;
- aan de strategie en structuren voor de ontwikkeling van een industriële waterfilière in Wallonië, alsmede aan de opleiding tot de beroepen m.b.t. de watersector.

Het totstandbrengen van een geïntegreerd beheer per hydrografisch bekken en onderbekken in het Waalse Gewest moet de « SWDE » in staat stellen om mee te werken aan een globalere aanpak van de waterkringloop. In die context moet de Maatschappij, wat de waterdistributie betreft, aansporend optreden om dat beleid zo efficiënt mogelijk te maken op het grondgebied dat ze bevoorraadt.

Wat meer bepaald de waterproductie in het Waalse Gewest betreft, heeft de huidige versnippering van de sector de Waalse Regering ertoe gebracht algemene doelstellingen te bepalen met het oog op herstructurering.

Aangezien de waterproductie een fundamentele openbare opdracht is waaraan de « SWDE » in ruime mate meewerkt, wil de Maatschappij duidelijk te kennen geven dat ze de katalysator wenst te zijn van een grote waterproductiemaatschappij die de betrokken actoren op optimale wijze verenigt.

De oprichting van een enige waterproductiemaatschappij die een homogener structuur van de watersector in Wallonië beoogt, zal het Waalse Gewest ook in staat stellen om de door de Europese Unie opgelegde doelstellingen vlotter te bereiken.

Een gewaarborgd parallelisme tussen de structuren van de beheerscontracten van de « SPGE » en de « SWDE » zal voor beide operatoren bovendien een geïntegreerde aanpak van de sector bevorderen. De opdrachten van de enen en de anderen worden duidelijk omschreven in één en dezelfde geïntegreerde aanpak van het beheer van de antropische waterkringloop.

#### HOOFDSTUK III. — *Openbare opdrachten van de « SWDE »*

De « SWDE » staat in voor de volgende openbare opdrachten :

- 1° waterproductie;
- 2° waterdistributie via leidingen;
- 3° bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water in het kader van de opdrachten die aan de « SPGE » worden toevertrouwd krachtens artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau »;
- 4° nakoming van alle verplichtingen opgelegd bij wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;
- 5° vervulling van elke opdracht toevertrouwd aan de verdelers in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;
- 6° dienstverlening van sociale of humanitaire aard inzake de drinkwatervoorziening.

Die openbare opdrachten, die uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest worden vervuld, zijn hoe dan ook de prioritairere opdrachten van de « SWDE ».

De « SWDE » mag de Regering doorgaans alle voorstellen doen die ze nuttig acht voor de uitvoering van haar opdrachten. De reglementaire maatregelen vallen onder de exclusieve bevoegdheid van de Regering.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verbintenissen van de « SWDE »*

Modaliteiten voor de uitoefening van de openbare opdrachten

- Gewaarborgde kwalitatieve dienstverlening, met de volgende garanties :
  - voortzetting van de distributie, behalve in geval van overmacht, defect, ongeval of niet-naleving van de bepalingen van het reglement voor waterdistributie;
  - organisatie van alternatieve middelen om te voorzien in de vitale behoeften van de klanten als de distributie meer dan 8 uur wordt stopgezet;
  - onder normale voorzieningsomstandigheden, druk tussen 2 en 10 bar op het distributiepunt in statische toestand. Voor aansluitingen die niet beschikken over een druk die in bovenbedoelde gamma voorkomt (ongeveer 20 000 van de 737 000 aansluitingen op 1 januari 2002), verbindt de « SWDE » zich ertoe maatregelen te treffen om dat saldo jaarlijks met 5 % te verminderen, behalve voor buitengewone toestanden (afgelegen plaatsen en geïsoleerde gevallen);
  - waterdistributie met inachtneming van de parameters inzake waterkwaliteit waarin de geldende regelgeving voorziet. In geval van een probleem dat aan non-conformiteit te wijten is, verbindt de « SWDE » zich ertoe de nodige maatregelen te treffen om de toestand onmiddellijk te verhelpen en om de overheden en de betrokken bevolking te informeren. In voorkomend geval wordt voorzien in een alternatieve distributie.
- Voortzetting van een actief beleid om het rendement van de netten te verhogen en tegen 31 december 2004 een globaal rendement van 75 % te bereiken, onder voorbehoud van plaatselijke bijzonderheden die te maken hebben met een vermindering van het verbruik bijvoorbeeld, of van algemene bijzonderheden te wijten aan buitengewone, onvoorziene omstandigheden of aan overmacht bijvoorbeeld;
- Vastlegging, tegen einde 2003, van een procedure voor de bepaling van het vernieuwingspercentage van de netten al naar gelang hun levensduur en de afschrijvingsregels en toepassing van dat percentage in de praktijk vanaf het boekjaar 2004;
- Vastlegging, tegen einde 2004, van een leidend schema per productie- of distributie-eenheid en per onderbekken waarbij voorzien wordt in de nodige investeringen (met de rechtvaardiging ervan als bewijs), alsmede een studie van de financiële en economische uitvoerbaarheid ervan;
- Opstelling, tegen einde 2003, van een programma voor de renovatie en het onderhoud van de bestaande gebouwen en installaties en uitvoering ervan;
- Bevordering van gemeenschappelijke opdrachten voor wegeniswerken om de hinder voor de omwoners te beperken en om schaalvoordelen te verwezenlijken;
- Opstelling, tegen einde 2003, van een versneld algemeen uitrustingsplan voor installaties van beheersmiddelen op afstand;
- Studies, uitvoeringen en opvolgingen van projecten inzake waterbehandeling wanneer de voorafgaande preventiemaatregelen onvoldoende of ondoeltreffend zijn op het vlak van de waterkwaliteit;
- Oprichting, na de ondertekening van het beheerscontract, van een studiesyndicaat met het oog op de oprichting van één enkele gewestelijke productiemaatschappij;
- Oprichting, tegen einde 2003, van een openbare waterproductiemaatschappij met een gewestelijke roeping, met een meerderheidsparticipatie in het kapitaal van de « SWDE » en met de optimale vereniging van alle betrokken actoren, waarbij elke partner de garantie van een rechtvaardige representativiteit krijgt;
- Meewerking, wat de waterdistributie betreft, aan de oprichting van gedecentraliseerde structuren die geschikt zijn voor het beheer van de waterkringloop per bekken of onderbekken.

Principen voor de bepaling van de tarieven

- Toepassing, vanaf de inwerkingtreding van dit contract, van een eenheidsprijs voor waterproductie, onverminderd de bijzondere overeenkomsten of contracten;
- Het in overweging nemen van de gezamenlijke reële kosten om de toepassing van de reële prijs te waarborgen;
- Bepaling van een uniforme tariefstructuur voor waterdistributie op grond van de reële prijs;
- Aansporing van de vennoten tot een rationeel gebruik van de distributiediensten, met name via het investeringsbeleid;
- Geleidelijke invoering van een geharmoniseerde distributieprijs die overeenstemt met de reële prijs, wat een noodzakelijke etappe naar het uniforme tarief is.

Principen die de Maatschappij moet naleven in haar betrekkingen met de gebruikers



- Optimalisering van de kwaliteit van de dienstverlening en van de procedures die in acht moeten worden genomen in de contacten met de gebruikers (briefwisseling, telefoon, op het terrein...), waarbij personeelsleden nagaan of ze in acht worden genomen;
- Betere leesbaarheid van de factuur, waarbij gewag wordt gemaakt van het verbruik van het vorige jaar en, tegen aanvang 2004, van de gegevens die de klant tonen hoe zijn verbruik over verschillende boekjaren evolueert;
- Verbetering en uniformering van de schriftelijke communicatie door alle diensten van de Maatschappij tegen einde 2003 uit te rusten met software om elektronische post te beheren;
- Permanente vorming van de personeelsleden inzake klantencontacten;
- Vastlegging, tegen einde 2003, van prestatiecriteria inzake het klantenbeheer;
- Oprichting, tegen einde 2002, van een cel voor klachtenbeheer met bevoorrechte gesprekspartner;
- Klanteninformatie, minstens één keer per jaar, met name over de kwaliteit van het distributiewater en periodieke herhaling van aanbevelingen betreffende o.a. de private binneninstallaties en het zuinige watergebruik;
- Maximale en vlotte informatie van de omwoners en klanten betrokken bij interventies op het net (bij voorzienbare onderbreking van de distributie moeten de omwoners en de klanten minstens 48 uur op voorhand verwittigd worden);
- Uivoering van de nieuwe gewone aansluitingen binnen twintig werkdagen na de aanvraag, zodra dit beheerscontract in werking treedt.
- Bepaling en inachtneming van de termijnen voor de tussenkomsten op het net in geval van defect, voor de uitvoering van nieuwe industriële en speciale aansluitingen en voor netuitbreidingen die geformaliseerd moeten worden tegen einde 2003;
- Permanente bijwerking en ontwikkeling van de website van de « SWDE », met terbeschikkingstelling van algemene gegevens over de Maatschappij, van de vigerende regelgeving; mogelijke visualisatie van de laatste factuur, opmaken van interactieve formulieren om de klant die het wenst de mogelijkheid te geven met name een abonnement of de sluiting van een rekening aan te vragen, of een verandering van gebruiker per computer mee te delen.

#### Financiële structuur van de Maatschappij

- Optimalisering van de analytische boekhouding per exploitatielijn of -site voor de productie en per dienst en/of zone voor de distributie;
- Ontwikkeling van de previsionele begrotingsboekhouding en oprichting, tegen einde 2002, van een cel voor de beheerscontrole;
- Instemming van de Maatschappij met de opstelling van een boekhoudplan voor het geheel van de producenten en voorzieningsmaatschappijen;
- Bepaling van regels voor het gebruik van eigen fondsen, voor de dekking van de gemeentelijke lasten, de verdeling van de positieve saldi en de overname van de negatieve saldi.

#### Indicatoren te vermelden in het driemaandelijks situatie-overzicht

- Aantal m<sup>3</sup> producten gekocht bij andere operatoren, of aan hen geleverd of verkocht;
- Aantal verzonden « verbruikers »-facturen en gefactureerde bedragen;
- Oninvorderbare bedragen « waterverkoop »;
- Vastleggingsniveau van de investeringen (bescherming, productie, distributie);
- Volume van de aankopen (winkels, diensten en goederen);
- Rotatiesnelheid van de voorraden;
- Aantal wateranalyses;
- Personeelstoestand;
- Thesaurietoestand en beleggingen.

Die indicatoren worden binnen een maand na hun voorlegging aan de Raad van bestuur door de regeringscommissarissen meegedeeld aan de bevoegde Ministers. Hetzelfde geldt ook voor markante exploitatiefeiten. De driemaandelijks situatie-overzichten worden jaarlijks door de « SWDE » aan de Regering overgemaakt, samen met het jaarlijkse evaluatieverslag bedoeld in hoofdstuk IX.

#### Kwaliteit

- Actieve voortzetting van de vastlegging en toepassing van de procedures;
- Ontwikkeling van een beleid voor het kwaliteitsbeheer door het invoeren van certificeringen (ISO 9001 voor alle sectoren van de Maatschappij tegen begin 2004);
- Inachtneming van de milieuaspecten in het beheer van de Maatschappij en verlening van EMAS certificeringen aan het adviesbureau tegen einde 2003;
- Handhaving van de accreditatie van het laboratorium (ISO 17025)

#### Communicatie, public relations

- Optimalisering van het imago van de « SWDE » via regelmatige informatie in de diverse media;
- Opstelling en uitvoering van een communicatiehandvest met de vennoten en met de andere overheden;
- Formalisering van de transmissie aan de gewestelijke overheden van gegevens, opgaven, verslagen of berichten voor een beter begrip van de sector.

HOOFDSTUK V. — *Bijkomende opdrachten van de « SWDE »*

Naast haar prioritaire opdrachten kan de « SWDE » belast worden met andere opdrachten die, alhoewel ze niet rechtstreeks onder het toepassingsveld van dit beheerscontract vallen, niettemin een weerslag op het globale beheer van de Maatschappij kunnen hebben en daarom als verbintenissen van de « SWDE » mogen worden beschouwd.

Het gaat met name om :

- de ontwikkeling van een beleid voor de valorisatie van de know how van de Maatschappij inzake consultancy, klantenadviesing, dienstverleningen voor rekening van derden en operationeel beheer van de waterkringloop, onder meer voor haar opdrachten in het buitenland;
- het zoeken naar en oprichten van partnerschappen met adviesbureaus, klassieke engineeringbureaus en universiteiten;
- de betrokkenheid van de « SWDE » bij de polygoon van het water;
- de formalisering van een harmonisch operationeel kader voor de relaties van de Maatschappij met de andere operatoren;
- de deelneming aan diverse commissies of instellingen in het kader van het Waalse waterbeleid en de betrokkenheid bij de burgerlijke participatie aangeprezen in Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid.

HOOFDSTUK VI. — *Personeel*

Een succesvolle hervorming van de « SWDE » en de daarmee gepaard gaande modernisering van het beheer vereisen de medewerking van het personeel van de Maatschappij. Het beleid betreffende het human resources-beheer spitst zich toe op drie hoofdfasen : motivering, valorisatie en betrokkenheid van de personeeleden bij het beheer van de Maatschappij.

Om de watersector in Wallonië te rationaliseren, wat het doel is van de gezamenlijke bepalingen van dit beheerscontract, verbindt de « SWDE » zich bovendien tot het voeren van een dynamisch personeelsbeleid om de uniformisatie van de rechten en plichten van het personeel na te streven, zowel voor de waterproductie als voor de waterdistributie.

Daartoe zal de « SWDE » de voordelen en loonschalen over verschillende jaren in de mate van het mogelijke aanpassen aan die welke worden toegepast door de intercommunales van de sector, met inachtneming van de bovenwettelijke voordelen (pensioenen, premies,...) en het aantal tewerkgestelde personeelsleden in verhouding tot het aantal bevoorrade aansluitingen.

De « SWDE » zal het personeelsstatuut en het arbeidsreglement in de loop van het jaar 2002 goedkeuren, overeenkomstig de decreetsbepalingen houdende organisatie, binnen een bijzonder comité, van de onderhandelingen in het sectorcomité XVI. Zodoende kunnen de personeelsleden van de voormalige « ERPE » die het wensen, spoedig geïntegreerd worden, overeenkomstig het akkoordprotocol nr. 315 van het sectorcomité XVI.

De « SWDE » zal het beleid inzake human resources-beheer actief voortzetten d.m.v. personeelsvorming. Er wordt een jaarlijks algemeen vormingsprogramma opgemaakt en uitgevoerd. Het kaderpersoneel is bovendien onderworpen aan een permanente vorming en wordt geëvalueerd op grond van doelstellingen.

De « SWDE » ziet toe op de inachtneming van het syndicaal statuut dat onder de wet valt van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De Maatschappij zal bijzonder attent zijn op de juridische consolidering van de pensioenkas en op de regelmatige verhoging van de dekking van de pensioenlasten.

Er wordt ten slotte regelmatig informatie verstrekt over de doelstellingen en verbintenissen van het beheerscontract en over de evaluatie ervan.

HOOFDSTUK VII. — *Verbintenissen van het Waalse Gewest*

Algemene maatregelen

Algemene maatregelen voor het geheel van de producenten verdelers

- een beleid voeren waarbij de operatoren aangespoord, gesteund en geholpen worden om één enkele waterproductiemaatschappij in het Waalse Gewest op te richten;
- in gelijke mate met de producenten-verdelers die een beheerscontract met het Waalse Gewest gesloten hebben, de meerkosten dragen die bij een besluit van het Waalse Gewest aan de « SWDE » zouden worden opgelegd om de kwaliteit van de openbare dienst te handhaven;
- een ontwerp van reglement voor waterdistributie opmaken waarin gewag wordt gemaakt van de algemene waterverkoopvoorwaarden die gelden voor alle operatoren van de sector, waaronder de modaliteiten voor universele voorziening;
- in geval van invoering van een kosteloze minimumvoorziening, voorzien in de middelen om de kosten te dekken;
- de nodige stappen bij de bevoegde instanties ondernemen op het vlak van de tarifiering;
- een oriëntatienota opstellen m.b.t. de sociale tariefmaatregelen (progressieve tarifiering);
- de nodige maatregelen opnemen in de decreten en reglementen zodat de aannemers en verdelers verplicht worden te voorzien in een watervoorzieningsinstallatie;
- een algemeen boekhoudplan ontwikkelen dat toepasselijk is op het geheel van de producenten en verdelers van de sector;
- een pro-actief beleid inzake prijsharmonisatie voeren.

## Algemene maatregelen die uitsluitend de « SWDE » betreffen

- voorkomen dat een besluit of gevoerd beleid de uitvoering van de krachtens het decreet, de statuten of dit beheerscontract aan de « SWDE » toevertrouwde opdrachten of de activiteit van de Maatschappij in het gedrang brengt;
- overplaatsing van het personeel van de voormalige « ERPE » overeenkomstig het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse watervoorzieningsmaatschappij) en van het akkoordprotocol nr. 315 van het sectorcomité VXI, opgemaakt op 6 juli 2000;
- oprichting van het bijzonder comité binnen het sectorcomité XVI in het kader van de krachtens hetzelfde decreet aan de « SWDE » verleende autonomie inzake het statuut, de personeelsformatie en het arbeidsreglement;
- voorzien in de financiële middelen voor specifieke of bijzondere opdrachten die ze aan de « SWDE » zou toevertrouwen;
- de Waalse Gewestraad maatregelen voorleggen voor de juridische consolidering van de pensioenkas.

## Algemene beschermingsmaatregelen i.v.m. de door de Maatschappij geëxploiteerde waterwinningen

- het programma van de « SPGE » voor de bescherming van de winningen 2000-2004 binnen de voorgeschreven termijnen laten uitvoeren;
- erin voorzien dat het volgende investeringsprogramma dat de « SPGE » zal aannemen, maatregelen bevat voor de bescherming van de door de « SWDE » geëxploiteerde waterwinningen;
- snellere behandeling of herziening van de door de « SWDE » ingediende aanvraagdossiers voor waterwinvergunningen en snellere behandeling van de dossiers betreffende de afbakening van de door de « SWDE » geëxploiteerde beschermingszones.

## Controle op de toegang tot de alternatieve waterhulpbronnen

- alle beschikbare middelen ontwikkelen en inzetten opdat elke burger in gelijke mate kan bijdragen in de reële waterprijs;
- de nodige maatregelen treffen opdat het totaal van de hoeveelheden geloosd afvalwater in de reële prijs wordt berekend.

## Communicatie

- vlotte toegang verlenen tot de databanken i.v.m. de watersector;
- wijzen op de belangrijke rol van het distributiewater in het beleid inzake gezondheid en openbare hygiëne;
- vermenigvuldiging van de communicatie- en bewustmakingsacties om een zuinig gebruik van het distributiewater te bevorderen en tegelijkertijd de voedingskwaliteiten ervan te prijzen.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle*

De nakoming van de verbintenissen die de partijen in het kader van dit contract hebben aangegaan, wordt gecontroleerd op grond van drie parameters, met name :

## 1. DOELMATIGHEID

Eerste fase van de evaluatie : vergelijking van de resultaten met de doelstellingen.

De evaluatie wordt uitgevoerd op basis van de volgende indicatoren :

* investeringspercentage (distributie en productie)	=	$\frac{\text{verrichte ordonnanceringen}}{\text{verbintenissen-jaarlijks programma en over vijf jaar}}$
* beschermingspercentage	=	$\frac{\text{aantal beschermde winplaatsen}}{\text{aantal te beschermen winplaatsen}}$
* uitvoeringspercentage	=	$\frac{\text{aantal binnen de termijnen uitgevoerde aansluitingen}}{\text{aantal uitgevoerde aansluitingen}}$
* financieel rendement net	=	$\frac{\text{Verbruikte hoeveelheid klant + verkochte hoeveelheid derden}}{\text{ter beschikking gestelde hoeveelheid + gekochte hoeveelheid derden begin net}}$
* lineaire index van de niet-geregistreerde hoeveelheden (m <sup>3</sup> /d en km)	=	$\frac{\text{niet-geregistreerde dagelijkse waterhoeveelheid}}{\text{totale lengte van de leidingen}}$

- niet-geregistreerde dagelijkse waterhoeveelheid :  
geproduceerde jaarlijkse waterhoeveelheid + jaarlijkse waterhoeveelheid gekocht bij een groothandelaar – verkochte jaarlijkse waterhoeveelheid (particulieren en andere voorzieningsmaatschappijen) gedeeld door 365 dagen
- lengte van de leidingen :  
lengte van de productieleidingen, distributieleidingen en privé aansluitingen (gemiddelde lengte SWDE : 12 m)

* aansluitingspercentage	=	$\frac{\text{aantal aansluitingen}}{\text{aantal km distributieleidingen}}$
* bezettingspercentage	=	$\frac{\text{aantal personeelsleden}}{\text{aantal aansluitingen}}$
* dienstpercentage	=	$\frac{\text{aantal aansluitingen onderbroken dienst > 6 uur}}{\text{totaalaantal aansluitingen}}$
* kwaliteitspercentage	=	$\frac{(\text{totaalaantal aansluitingen} \times 365 \text{ dagen}) - (\text{aantal niet-conforme aansluitingen} \times \text{aantal niet conforme dagen})}{\text{totaalaantal aansluitingen} \times 365 \text{ dagen}}$
* overeenstemmingspercentage	=	$\frac{\text{aantal conforme monsters}}{\text{totaalaantal monsters}}$

## 2. DOELTREFFENDHEID

Het niveau van de middelen die ingezet worden naar gelang van de behaalde resultaten kan gemeten worden door de doelmatigheid te controleren.

De volgende indicatoren worden jaarlijks overgelegd en geëvalueerd :

- gemiddelde prijs van de geproduceerde m<sup>3</sup>;
- gemiddelde prijs van de geleverde m<sup>3</sup>;
- prijs van de geleverde m<sup>3</sup> per dienst;
- gemiddelde prijs per geproduceerde m<sup>3</sup> voor de bescherming van de winplaatsen;
- gemiddelde prijs per geproduceerde m<sup>3</sup> voor de productiesites;
- gemiddelde prijs per geproduceerde m<sup>3</sup> voor de toevoerleidingen;
- gemiddelde prijs van de netten per geleverde m<sup>3</sup>;
- gemiddelde prijs van het personeel per geproduceerde m<sup>3</sup>, geleverde m<sup>3</sup>, per aansluiting.

## 3. RELEVANTIE

De evaluatie van de relevantie bestaat erin de ingezette middelen met de doelstellingen te confronteren. Voor de « SWDE » slaat de controle voornamelijk op de verhouding opbrengsten/lasten.

De onderstaande ratio's worden jaarlijks overgelegd en geëvalueerd :

—	$\frac{\text{totaal distributielasten}}{\text{totaal distributieopbrengsten}}$
—	$\frac{\text{totaal productielasten}}{\text{totaal productieopbrengsten}}$

## 4. BEHEERSCONTROLE EN SPECIFIEKE TOEPASSINGEN

- De indicatoren inzake doeltreffendheid, doelmatigheid en relevantie, die op een meerjarige basis worden geanalyseerd, dienen de raad van bestuur als basis om een strategisch plan op te stellen waarin de voor het volgende jaar te bereiken doelstellingen gekwantificeerd worden.
- De « SWDE » zal al naargelang de beschikbare gegevens voortdurend het niveau van haar prestatie vergelijken met dat van andere Belgische en Europese actoren die in dezelfde sector actief zijn.
- De controle valt onder de bevoegdheid van de Regering, zoals bepaald bij het decreet. In dat kader vervullen de twee commissarissen hun opdracht namens de Regering en brengen ze haar daarover verslag uit.

## HOOFDSTUK IX. — Evaluatie

Voor de evaluatie van de verbintenissen die in het kader van dit beheerscontract worden gesloten, maakt de raad van bestuur van de « SWDE » een jaarverslag op over het afgelopen boekjaar. Dat verslag bevat de ratio's betreffende de beheerscontrole en een uitvoerige analyse van de resultaten van de ratio's.

Het evaluatieverslag wordt onderworpen aan het advies van een evaluatiecollege dat bestaat uit :

- de voorzitter of een lid van de raad van bestuur van de « Union des villes et communes de Wallonie » (Vereniging van de Waalse Steden en Gemeenten) dat het voorzitterschap van het college waarneemt;
- de voorzitter van het comité voor watercontrole;
- de twee commissarissen van de Waalse Regering.

Het wordt aan het college overgemaakt vóór 15 maart van het jaar na dat waarop het slaat.

Het verslag van de raad van bestuur en het advies van het evaluatiecollege worden aan de Minister overgemaakt binnen een maand na de gewone algemene vergadering en voor het eerst in juni 2003. De Minister maakt beide stukken over aan de Regering en aan de Waalse Gewestraad.

#### HOOFDSTUK X. — *Sancties*

Wanneer na afloop van een boekjaar wordt geconstateerd dat de in dit beheerscontract bedoelde verbintenissen niet werden nagekomen, plegen beide partijen overleg over de te treffen corrigerende maatregelen en wordt de datum van de volgende evaluatie vastgelegd.

Als er op die datum wordt vastgesteld dat voormelde maatregelen geen resultaat hebben opgeleverd, kunnen sancties toegepast worden.

De Regering kan de « SWDE » onder toezicht van haar twee commissarissen verplichten haar beleid te heroriënteren door per boekjaar een aanvullend bedrag van maximum een vijftigste van haar omzet prioritair te besteden aan de verwezenlijking van doelstellingen bedoeld in dit contract.

Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe de « SWDE » geen verplichtingen op te leggen waaraan de andere actoren uit de sector, die dezelfde opdrachten uitoefenen, niet moeten voldoen krachtens een regelgeving. Als die bepaling niet in acht wordt genomen en als het gaat om een eis van het Waalse Gewest, is laatstgenoemd, ongeacht de toestand van de reserves en de bestemming ervan, een bedrag verschuldigd dat gelijk is aan de opgelegde meerkosten waarvan het bedrag door een expert wordt geëvalueerd.

De sancties mogen in geen geval afbreuk doen aan de rechten waarover derden beschikken wegens de uitvoering van dit beheerscontract.

De partijen mogen niet gestraft worden met één van de sancties waarin het beheerscontract voorziet. Ze kunnen evenmin verplicht worden tot de betaling van schadevergoeding wegens niet-uitvoering van hun opdrachten als deze te wijten is aan toeval of overmacht of aan gebrekkige financiële middelen resulterende uit een opgelegd begrotings- of tariefbeleid, of als verboden is door gerechtelijke of reglementaire beslissingen.

#### HOOFDSTUK XI. — *Rekeningcommissarissen van de « SWDE »*

— De opdrachten van het college van de rekeningcommissarissen worden vervuld overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen. Hun actiemiddelen zijn die welke dat wetboek aan de commissarissen verleent;

- Het door de algemene vennotenvergadering aangewezen lid van het college van de rekeningcommissarissen is voorzitter en heeft de hoedanigheid van commissaris-revisor;
- De commissarissen worden aangewezen voor een vernieuwbaar mandaat van drie jaar;
- De emolumenten van de commissaris-revisor worden door de algemene vergadering bepaald overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen; de twee andere leden van het college ontvangen elk jaarlijks een bedrag van € 11.4000 (BEF 459 874,86).

#### HOOFDSTUK XII. — *Diverse bepalingen*

De Minister vertegenwoordigt de Regering voor elk probleem betreffende de uitvoering van dit beheerscontract.

Dit beheerscontract treedt in werking na de mededeling ervan door de Minister aan het Parlement en na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

## WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

### Wetgevende Kamers — Chambres législatives

#### BELGISCHE SENAAT

[C – 2002/20140]

#### Plenaire vergaderingen

Agenda

*Donderdag 23 mei 2002*

's ochtends om 9 u. 30 m. :

#### 1. a) Evocatieprocedure.

Wetsontwerp betreffende de bescherming tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk.

b) Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek naar aanleiding van de wet van ..... betreffende de bescherming tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk.

c) Wetsvoorstel betreffende de psychologische intimidatie door het opzettelijk verzieken van de arbeidsomstandigheden (van de heer Philippe Mahoux en Mevr. Myriam Vanlerberghe).

#### SENAT DE BELGIQUE

[C – 2002/20140]

#### Séances plénières

Ordre du jour

*Jeudi 23 mai 2002*

Le matin à 9 h 30 m :

#### 1. a) Procédure d'évocation.

Projet de loi relatif à la protection contre la violence, le harcèlement moral ou sexuel au travail.

b) Projet de loi modifiant le Code judiciaire à l'occasion de la loi du ..... relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail.

c) Proposition de loi relative au harcèlement moral par la dégradation délibérée des conditions de travail (de M. Philippe Mahoux et Mme Myriam Vanlerberghe).